

**BULLETIN COMMUNISTE
INTERNATIONAL**

Organe de la Fraction de la Gauche communiste internationale

n° 10

02/ 02/ 2013

Pour nous contacter :

adresse e-mail : **inter1925@yahoo.fr ;**

Consultez notre site :

<http://fractioncommuniste.org>

Sommaire

Présentation du bulletin.....1

Conférence de la Fraction (Octobre 2012)

Rapport d'activités de la Fraction.....2

Prise de position de la TCI sur le rapport d'activités.....14

Réponse de la Fraction à la TCI.....16

Prise de position des Communistes Internationalistes – Klabatalo.....20

Prise de position de la Fraction sur les conflits impérialistes

Guerre au Mali :

En Afrique, la France est le gendarme de l'Europe contre les USA et leurs acolytes.....24

Présentation du bulletin

Notre fraction a tenu une conférence qui a lui a permis de tirer globalement un bilan général de ses activités et de son histoire – depuis la constitution de la Fraction interne du CCI dont elle est la continuité directe – et de tracer des perspectives nouvelles quant à son devenir et son intervention. Du fait de l'évolution importante de la situation du capitalisme mondial depuis 2008 – marquée par la crise économique et la perspective de confrontations massives entre les classes –, la question du regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution future d'un véritable parti communiste devient la priorité et même d'une certaine « urgence » vu la réalité des forces communistes aujourd'hui. Nous savons tous qu'historiquement, la constitution du parti vient rarement trop tôt, mais souvent trop tard. Cette situation ne pouvait pas ne pas avoir d'implication sur notre activité comme « fraction du CCI », ne serait-ce que du point de vue de notre politique immédiate et concrète de regroupement et d'intervention. Par conséquent, la nécessité de tirer un bilan de nos activités afin de resserrer nos rangs et de tracer de nouvelles perspectives, se faisait sentir depuis maintenant au moins deux ans. Malheureusement, nous avons eu le plus grand mal à nous mobiliser pour réaliser cette tâche. Et quand ce fut possible, notre camarade au Mexique de plus en plus affecté par le désengagement militant, ne put participer à cette échéance.

Nous avons donc tenu cette réunion à deux militants. Mais loin de nous « replier » sur nous-mêmes, nous avons estimé indispensable d'ouvrir notre réflexion à la Tendance Communiste Internationale et aux camarades des CI-K avec qui nous entretenons des relations fraternelles et de travail en commun. Nous tenons à saluer ici l'effort politique que les camarades de la TCI ont accompli en participant à notre bilan et à la définition de nouvelles perspectives pour notre fraction. Leur prise de position est publiée à la suite de notre rapport d'activités. Nous la faisons suivre de notre réponse. Bien loin de nous arrêter au constat de nos divergences actuelles – elles sont clairement présentées et ne permettent pas notre adhésion immédiate à cette organisation –, la TCI et nous-mêmes, chacun à sa place et en fonction de ses responsabilités propres, sommes engagés dans un processus de long terme de discussion et de clarification politiques tout comme dans un processus immédiat de rapprochement politique et de collaboration pratique. Cette réponse – la réaction fraternelle et **politiquement positive** des camarades – vient confirmer ce que nous avons défendu ces 10 dernières années, que la TCI reste la seule organisation communiste apte à assumer un rôle de référence et de pôle de regroupement politiques au niveau international.

Loin d'être contradictoire avec cet axe central de notre intervention réaffirmé dans notre rapport, celui-ci se termine aussi par la proposition plus immédiate et concrète d'un rapprochement organisationnel avec les camarades des CI-K. Car, comme la réponse des CI-K que nous publions aussi dans ce numéro le souligne, notre perspective de regroupement, de formation d'un nouveau groupe, avec les camarades, se situe complètement dans la perspective du regroupement autour de la TCI ; en clair, il ne s'agit pas de créer un pôle « alternatif », encore moins une organisation « en concurrence » avec la TCI, mais bel et bien autour de la

TCI, en appui à celle-ci. Nous sommes convaincus que la présence de notre courant historique aux côtés de la TCI est un atout pour mener le combat pour le parti du futur.

En effet, et il s'agit là d'un point essentiel du bilan présenté dans notre rapport d'activités, l'expérience de notre fraction – FICCI et FGCI – montre clairement que les **deux courants** historiques – PCInt-TCI et GCF-CCI – ne sont pas inévitablement opposés, ni en concurrence, mais bel et bien du même côté de la barricade dans la bataille pour la formation du parti communiste de demain à condition d'en finir avec le sectarisme – ce qui ne veut pas dire taire les divergences. Dans ce sens, notre combat de **fraction du CCI** n'a pas été vain¹. Nous sommes tout aussi convaincus que nous avons sauvé l'honneur du CCI, préservé ses acquis politiques et théoriques, défendu son expérience organisationnelle et d'intervention dans les luttes ouvrières. Quiconque veut se référer au véritable CCI – avec ses forces et ses faiblesses, ses apports et ses erreurs – peut le faire grâce, pour une grande part, à notre travail de fraction. Le fait que les camarades des CI-K, après presque 6 ans de discussions et de débats contradictoires, se situent aujourd'hui dans ce cadre théorique, politique et même organisationnel, vérifie ce constat. Et il signifie que « notre » courant historique subsiste et sera présent dans le processus de constitution du parti.

Nous engageons donc un processus de regroupement avec les camarades des CI-K dont nous ne pouvons prévoir à ce jour – d'autant que nous venons juste de recevoir leur texte – le terme. D'ici là, nous restons organisés en Fraction de la Gauche Communiste Internationale – sachant que l'activité communiste ne peut se concevoir et se réaliser que dans un cadre collectif et organisé.

C'est donc comme FGCI que nous avons publié – reproduit dans ce bulletin – et que nous diffusons notre prise de position dénonçant l'intervention militaire française au Mali et l'exacerbation des rivalités impérialistes que ce fait manifeste. Même si nous ouvrons un processus de regroupement organisationnel qui va exiger l'essentiel de nos énergies, notre devoir de communistes est de continuer à intervenir autant que faire se peut vis-à-vis de notre classe.

2 Février 2013

1 Il est maintenant devenu évident que cette organisation comme telle, engluée dans son sectarisme – vis-à-vis de la Gauche communiste – et, ce qui est complémentaire, dans une ouverture opportuniste vers l'anarchisme et certaines formes de gauchisme, aveuglée par ses thèses idéalistes et opportunistes sur la « décomposition », et la révision de ses positions de base et celles du marxisme, ne pourra corriger son cours. Continuer à s'adresser à ses militants d'aujourd'hui comme fraction de la même organisation n'a plus d'effet positif possible. Par contre, participer au processus de regroupement autour de la TCI et faire de ce processus une référence, peut aider des membres sincères de cette organisation et encore animés de volonté militante, à rompre avec leur organisation et à rejoindre à leur tour la dynamique qui se fait jour autour de la TCI et qui est une nécessité historique.

Rapport d'activités de la fraction de la Gauche communiste internationale (Octobre 2012)

1- Un rapport ?

Pourquoi un rapport d'activités ? Quelle signification, quel sens peut avoir un tel rapport pour un aussi petit groupe que le nôtre ? Pourquoi un tel effort ?

Les rapports d'activités sont une tradition pour les organisations du mouvement ouvrier car ils sont une nécessité afin que ces organisations puissent définir leurs orientations et perspectives d'activités. Pour que cette définition soit la plus accomplie possible, il convient de tirer un bilan critique des activités passées. Ceci signifie que les organisations politiques du prolétariat s'appuient et s'inscrivent dans la continuité historique organisationnelle, dans une continuité d'organisation collective, qui « oblige », « contraint », impose à ces organisations politiques, avant-garde politique du prolétariat, à se référer et à se revendiquer de leur propre passé. Elles ne peuvent, et leurs militants doivent respecter cette obligation, se « libérer » de leur histoire et de celle de leur classe et de ses organisations politiques. Toute organisation communiste est responsable de son histoire et doit l'assumer devant le prolétariat. Dans ce sens, leurs militants, les militants communistes – l'engagement communiste n'a de sens que dans un collectif rejetant tout individualisme – ne sont pas "libres" non plus. Leur seule "liberté individuelle" réside dans le fait de se détourner du militantisme, de quitter l'organisation, le corps collectif, l'essence même du combat de leur classe.

Ainsi, pour le prolétariat et les communistes, un rapport d'activités d'organisation est plus qu'un simple moyen de tirer un bilan et des perspectives. Il est surtout l'expression d'une méthode que nous qualifierons de « méthode de parti » (et même d'une « discipline de parti ») qui est propre aux organisations d'avant-garde du prolétariat. Elle impose la vérification critique des orientations passées sur la base et la revendication de la continuité historique et du programme communiste.

« Nul n'ignore qu'avant la formation du Parti social-démocrate russe, le mouvement révolutionnaire existait dans notre pays sous d'autres formes. La question suivante a, plus d'une fois, été soulevée dans notre presse : « Repoussons-nous l'héritage des premières générations de la classe cultivée révolutionnaire, qui n'était pas marxiste, qui, en réalité, n'était pas même socialiste, mais qui, sans contredit, a eu de grands mérites dans le passé ? » C'est là notre héritage, avons-nous répondu, et nous l'acceptons. Nous sommes les seuls continuateurs de la meilleure partie du mouvement inauguré par la classe cultivée révolutionnaire de 1850 à 1880, et bien avant. » (Zinoviev, Les origines du parti communiste russe, 1918).

Même pour un tout petit groupe comme le nôtre, la nécessité de tirer des bilans et de tracer des orientations d'activités à partir de ces bilans s'impose ; aussi disproportionné ce travail et cet effort puissent apparaître à première vue par rapport à nos forces. Il faut relever le fait que notre Fraction de la Gauche Communiste Internationale, issue de la Fraction interne du CCI, n'a pu réaliser un tel bilan auparavant – alors

que nous en avons exprimé la nécessité urgente et l'avions formellement décidé il y a plus d'un an –, ce qui exprime les difficultés et les faiblesses croissantes que nous avons rencontrées. Certaines nous sont propres. D'autres touchent l'ensemble du camp prolétarien et ses principales organisations – nous essaierons d'y revenir dans ce rapport.

2- 2001-2008 : L'héritage de la Fraction interne du CCI et la défense du CCI « historique » dans la Gauche communiste

Bien que dissoute de fait en 2008 – nous y revenons ci-après –, nous continuons à nous revendiquer complètement de la Fraction interne du CCI, de son combat au sein du CCI contre la dérive opportuniste qui a gagné celui-ci ouvertement et de manière dominante depuis la crise organisationnelle de 2001 et l'exclusion de notre fraction ; nous continuons à nous revendiquer de son combat pour le regroupement des forces communistes autour du seul pôle organisationnel en capacité d'être une véritable référence historique et politique – nous parlons de l'ex-BIPR, aujourd'hui la Tendence Communiste Internationaliste – et de revendiquer la validité de son intervention dans les événements de la lutte des classes à la fois par ses prises de position dans les 49 numéros de son bulletin comme dans ses tracts et communiqués (le lecteur peut se référer à la page web <http://fractioncommuniste.org/index.php?SEC=b00> pour avoir la liste de tous les sommaires du bulletin de la Fraction interne).

Dans un premier temps, au sein du CCI puis en-dehors puisque exclue dès mars 2002, l'activité de notre fraction interne a été marquée et déterminée par le combat âpre et quotidien contre la dérive politique imposée à notre organisation par la nouvelle "direction" et contre les attaques incessantes et de tous ordres – insultes, accusations mensongères, violences physiques, censure, exclusion, expulsion des réunions « publiques » – que celle-ci a uniquement opposé à nos désaccords politiques. Malgré ce combat quotidien et le terrain nauséabond dans lequel la faction liquidationniste qui s'est imposée frauduleusement² dans le CCI essaya de nous plonger, nous avons réussi à déterminer nos activités de fraction à partir du bilan de la dérive du CCI. Notre activité fut alors définie par différents rapports d'activités destinés aux militants du CCI comme un tout et proposant une alternative politique à la nouvelle orientation opportuniste. On peut les relire encore aujourd'hui et nous nous revendiquons fièrement de leur contenu politique³. De plus, nous avons réalisé, à partir des notes de réunion du Secrétariat International et du Bureau International du CCI des années 1995-2001, un [Historique du SI. \(1e partie\)](#) et [\(2e partie\)](#) qui ne se contente pas de démentir la véritable falsification de l'histoire du CCI et les

2 C'est en éliminant près des 2/3 des membres des précédents organes centraux que cette faction "a pris le pouvoir".

3 cf. les bulletins 1, 6 et 16 de la FICCI. Le lien avec les sommaires de tous les numéros du bulletin : <http://www.fractioncommuniste.org/index.php?SEC=b00>

accusations les plus outrancières portées contre nous (et d'autres militants qui n'ont pu depuis résister au travail de destruction), ni même de mettre en évidence les comportements douteux et indignes d'une militant s'apparentant pour le moins à des agissements de provocateur, sinon pire ; ce document va bien plus loin et, selon nous, tire d'importantes leçons politiques concrètes et de principe quant au fonctionnement de l'organisation communiste, en particulier dans une situation de crise et en présence d'éléments douteux. Ces documents (les rapports et l'*Historique*) sont constitutifs de la fraction interne, de ses orientations et de son développement politique. Ils sont et resteront, nous en avons la conviction, une référence non seulement pour les « historiens » qui voudront établir l'histoire du CCI mais surtout pour les militants et les organisations politiques du prolétariat de demain.

La défaite de l'orientation politique, aussi faible et aussi critiquable était-elle, qui avait été adoptée à l'unanimité des congrès du CCI tout au long des années 1990 et qui prévalait jusqu'en 2001, orientation que nous avons continué à défendre, a ouvert la boîte de Pandore et permis à l'opportunisme et au révisionnisme politique et théorique de s'engouffrer dans notre organisation à une vitesse que nous étions loin de pouvoir imaginer. En l'espace de quelques mois, des révisions théoriques et principielles furent adoptées lors des congrès – sans réel débat, ni réflexion, aucun texte de discussion ou "d'orientation" ne fut publié sur les sujets – telles que l'abandon de la notion d'alternative historique "Guerre impérialiste ou Révolution prolétarienne" (2003), celui des cycles *crise-guerre-reconstruction-nouvelle crise* (un des fondements de notre conception de la "décadence du capitalisme") en 2005, par le rejet de la menace de toute nouvelle guerre impérialiste généralisée (2007)... Toutes ces innovations, tournant le dos aux principes marxistes et aux positions de base du CCI, sont le fruit du remplacement de la théorie de "la Décadence" par celle de la "Décomposition". Nous avons systématiquement critiqué et dénoncé par des textes, tous publiés dans notre bulletin, la dérive principielle qui s'opérait.

De même, et pour soutenir « théoriquement » toutes ces fantaisies visant à détruire l'héritage théorico-politique de notre organisation, la tendance liquidationniste dut élaborer des théories fumeuses sur la *Confiance et (la) solidarité*, sur la *Morale et (l')éthique*, sur la *Culture du débat*, y compris sur *L'Indignation révolutionnaire* qui servit de justification théorique en interne aux insultes et interdiction de prise de parole des nouveaux minoritaires dont nous étions, sur lesquelles le CCI, ces derniers temps, est bien discret. Il est vrai que nous avons aussi systématiquement dénoncé et ridiculisé ses grandes théories d'ordre idéaliste et spéculative qui étaient toutes marquées d'une approche a-classiste, a-historique, jusqu'à prétendre à la sanctification d'une « morale humaine » au-dessus des classes et de l'histoire. Toutes ces trouvailles, terriblement destructrices des consciences et des convictions communistes des militants du CCI qui restaient fidèles aux positions d'origine de leur organisation et plus largement à celles du mouvement ouvrier, ne pouvaient déboucher que sur des trahisons politiques et concrètes de la lutte de classe : d'abord dans la dénonciation de la grève comme arme du prolétariat par la section allemande alors

même que les ouvriers d'Opel à Bochum étaient en grève sauvage (2004) ; puis dans l'expression de la solidarité du CCI à l'égard des policiers anti-émeutes blessés lors de la répression des manifestations étudiantes en France (2006). Mais au-delà de ces trahisures, c'est toute une démarche conseilliste et petite-bourgeoise qui s'est emparée du CCI tout au long des années 2000, partant d'une fétichisation des assemblées générales – étudiantes de préférence – jusqu'à l'adhésion à l'idéologie des "indignés" et même la reprise des thèmes idéologiques mis en avant par la bourgeoisie pour contrecarrer la reprise ouvrière. Le final de cette dérive s'est ouvertement exprimé dans l'ouverture et les concessions opportunistes envers l'anarchisme que le Courant a opéré ces dernières années et qui l'ont vu passer une étape dans sa dérive au point que cette organisation apparaît aujourd'hui, pour qui sait observer et lire, en pleine déliquescence – sa "bonne santé" artificiellement maintenue ne résistera pas au premier coup de vent sérieux de l'histoire et la Commission permanente d'enquête - ils l'appellent *Commission spéciale* tout comme les staliniens l'appelaient *Commission de contrôle* - chargée de "veiller" à la loyauté et à la pureté idéologique des militants, instituée depuis 2001 et qui a même justifié un changement des statuts en 2009, n'y changera rien, bien au contraire.

Il est clair, pour nous, que c'est essentiellement l'affirmation permanente et déterminée de notre continuité théorico-politique et organisationnelle avec notre CCI et notre combat contre sa dérive opportuniste qui a fait échouer l'entreprise de destruction et de disparition dirigée contre notre fraction et ses militants. Ce combat politique et le maintien de notre activité organisée ont eu rapidement un écho très significatif et, de facto, réduit à néant et rendu encore plus ridicules les accusations, les injures et les condamnations publiques – la plus grave étant que nous étions des flics. Il convient aussi de relever le rôle **politique et fraternel** du BIPR – à un degré moindre celui du PCint-Le Prolétaire, notamment par ses militants en France – dans l'échec des liquidationnistes du CCI pour nous isoler et nous faire condamner par tous, et espérer ainsi nous museler.

3- La lutte pour le regroupement des forces communistes autour du BIPR (aujourd'hui TCI)

Un an après notre exclusion, nous tirions un bilan publié comme introduction à notre bulletin 13 – [Les perspectives de travail pour notre fraction et bilan de la crise du CCI](#) – dans lequel nous avançons une autre dimension de notre combat, un deuxième axe de nos orientations d'activités : s'ouvrir et intervenir dans le camp prolétarien en privilégiant les principaux groupes historiques de la Gauche communiste.

« Depuis que nous avons décidé d'ouvrir nos bulletins internes à l'ensemble du milieu politique prolétarien, organisations et contacts, sympathisants de ces dernières, nous considérons que notre espace de discussion interne ne se limite plus au seul CCI mais à l'ensemble du milieu politique qui devra être le facteur actif et déterminant de la construction du futur parti communiste mondial. Nous estimons que les questions soulevées par la crise du CCI, sa dérive opportuniste, intéressent et "appartiennent" à l'ensemble des composantes de ce milieu. Par ailleurs, si nous estimons être encore dans la phase de "fraction

interne", de "redressement", du CCI avec sa méthode et ses exigences politiques bien précises, nous avons aussi la responsabilité de suppléer aux responsabilités que le CCI abandonne, tel le combat pour l'unité et la défense de la Gauche communiste. Ou encore, si le cas se pose, face à un événement crucial (du type 11 septembre, la guerre contre l'Irak, ou des luttes ouvrières significatives) qui nécessiterait une intervention la plus large et la plus unie possible des révolutionnaires. »

Au fil du temps, cette dimension de notre activité est devenue plus centrale. Nous avons essayé de privilégier au maximum notre relation avec le BIPR que nous considérons comme le seul pôle de regroupement restant après la déconfiture politique et organisationnelle du CCI. Ceci s'est traduit par des rencontres, des débats, des clarifications politiques (en particulier sur la question de la conscience de classe, du parti, et sur la constitution du PCInt en 1943⁴), une collaboration politique qui s'est traduite par la tenue de réunions communes à nos deux organisations, de réunions publiques du BIPR soutenues par nous à Paris et par des traductions d'articles de cette même organisation en français et en espagnol. En même temps, et en complément à cette orientation centrale, nous avons systématiquement cherché à répondre aux différents contacts, individus et groupes ou cercles émergeant de par le monde – on peut se référer à plusieurs correspondances que nous avons publiées dans notre bulletin. En particulier, nous avons commencé à développer un travail de discussion et de clarification politique avec les Communistes Internationalistes de Montréal (aujourd'hui les CIK) sur la base des plate-formes politiques du BIPR et du CCI. Après un période d'appartenance – ou pour le moins de collaboration étroite – au groupe canadien GIO adhérent au BIPR et suite à leur séparation d'avec le GIO, les camarades surent s'ouvrir à l'ensemble de la Gauche communiste – CCI, PCInt dit « bordiguiste », nous-mêmes. Notre première tâche fut d'éviter que ces camarades se positionnent « en-contre » vis-à-vis du BIPR après une expérience qu'ils estimaient malheureuse.

Selon nous, un des acquis de cette orientation ont été les débats que nous avons eus avec le BIPR, même si on peut regretter qu'ils n'aient pu être poursuivis et développés à ce jour comme ils auraient dû l'être selon nous. Le CCI officiel a rapidement abandonné à la fois certaines de ses positions de principe et le terrain de la confrontation politique et fraternelle au sein de la Gauche communiste. Il a préféré s'orienter vers des groupes gauchistes, syndicalistes et anarchistes rompant ainsi avec sa politique de toujours et, en même temps, il a adopté une résolution visant au discrédit et la destruction du BIPR⁵ – "ce qui importe est de **discréditer** le BIPR ... **qu'il disparaisse** sur le plan politique. Si cette politique aboutit à sa disparition physique, **c'est tant mieux**". Notre fraction s'est ainsi retrouvée la seule forme organisée pour défendre, dans la Gauche communiste, son

héritage et celui de la Gauche communiste de France (GCF) ; tout spécialement sur la question de la conscience de classe, du parti, et de la constitution du PCInt en 1943. En grande partie, le mérite de cette confrontation avec les camarades du BIPR a été de lever plusieurs malentendus et surtout, plus important encore, de lever l'hypothèque entre les deux courants historiques quant à la constitution du PCInt en 1943-45. Nous renvoyons aux bulletins de la Fraction interne du CCI pour ce débat.

Au cours de ces discussions, a été clairement précisé que nos deux courants historiques partageaient la même position sur le fait que la conscience de classe n'était pas le produit mécanique et immédiat des luttes économiques du prolétariat et que de plus elle ne venait pas de « l'extérieur de la classe ouvrière ». C'est en ce sens que nos deux courants se revendiquent de la vision de Lénine dans *Que faire ?* et qu'ils rejettent à la fois « l'économisme » – sa version moderne en étant le conseillisme que l'on peut définir comme l'anti-partidisme – et le « substitutionnisme » dont le courant bordiguiste est, à notre sens l'expression la plus claire au sein de la Gauche communiste. Nous ne pouvons développer ici et nous renvoyons aux articles (dont nous nous réclamons totalement) de la *Revue internationale*⁶ du CCI pour appréhender quelle est la position du véritable CCI. Un point là-dessus : le CCI a longtemps été marqué par le conseillisme et l'esprit de mai 1968 et ce n'est qu'au cours de débats et de combats politiques, tout au long des années 1970 et 1980, qu'il avait réussi, du moins dans ses prises de position officielles, à se dégager de ses préjugés anti-partidistes et anti-Lénine. À grand mal, il faut bien le reconnaître, au point que, très rapidement, au cours et surtout à la suite de la crise de 2001, il est vite retombé dans ses travers de "jeunesse". La principale conséquence de la crise du CCI de 2001 est que la défense des acquis de cette organisation, en particulier sur ces questions mais pas uniquement d'ailleurs, est revenue à notre seule fraction.

Une autre séquelle du passé du CCI, de notre passé, nous est clairement apparue lors des débats avec le BIPR. Tout en continuant à nous revendiquer en particulier de la GCF, nous n'avons pu que constater qu'une grande partie des critiques que « nous » avons émises contre la constitution du PCInt en 1943-45 n'avait pas fondamentalement lieu d'être d'autant que les membres de la Gauche Communiste de France dont est issu le CCI, étaient d'accord pour la nécessité et la formation du parti en Italie à ce moment-là⁷.

Enfin, c'est suite à ces discussions et à ces clarifications politiques que nous nous sommes rendus compte que notre CCI ne s'était jamais prononcé sur les textes fondamentaux de

4 cf. les bulletins 33,

<http://www.fractioncommuniste.org/index.php?SEC=b33> et 37, <http://www.fractioncommuniste.org/index.php?SEC=b37>.

5 cf. le *Bulletin communiste international* 6 : *Résolution honteuse du CCI contre la Gauche communiste : Dans le secret, le CCI actuel se trahit et trahit la classe ouvrière*

6 En particulier les *Revues* 96 et 97 : *Question d'organisation : sommes-nous devenus "léninistes"?*

7 Dans le CCI des années 1970, du fait même de l'origine et des réticences d'ordre anarcho-conseilliste de la plupart de ses jeunes militants d'alors, c'est surtout une autre version qui est restée dans l'imaginaire de ses militants et qui fut favorisée, il faut bien le reconnaître, par l'ignorance crasse de la réalité de la Gauche en Italie et de son histoire dans laquelle ils se complaisaient ; dans laquelle nous nous complaisions. Se basant sur des articles d'*Internationalisme* ultérieurs à la formation du parti, cette version défend que la constitution avait été une erreur car à contre-courant du cours historique.

la fraction de la gauche italienne. Sa revendication s'est toujours limitée à la publication de la Fraction de gauche du PC d'Italie *Bilan* (1933-1938) et ne s'est jamais aventurée plus loin. Or, dans la lignée de ses combats politiques des années 1970 et 1980 contre le conseillisme et l'anarchisme, **notre CCI aurait dû aller jusqu'au bout et se réapproprier et se revendiquer clairement, même si de façon critique, des Thèses de Rome du PC d'Italie (1922) et des Thèses de Lyon présentées par la Gauche au 3^e congrès du PC d'Italie (Lyon – 1926)**. Les implications politiques de la plate-forme politique du CCI, ses principes et positions, ainsi que son héritage politique, débarrassé de ses scories de jeunesse d'ordre anarchiste et conseillistes, mènent à la revendication privilégiée de l'histoire et des apports politiques de la Gauche italienne⁸. La plupart et les principales positions du CCI, aux plans théorique, politique et organisationnel, proviennent plus de l'expérience de la Gauche italienne que de celle des Gauches hollandaise et allemande.

Suite à ces discussions avec le BIPR qui soulignèrent notre proximité politique et les accords profonds sur des questions centrales et historiques, un malentendu s'est créé entre le BIPR et nous-mêmes. En effet, une des divergences que nous maintenons avec cette organisation – et qu'aucune discussion n'est venue poser – est celle qui touche à la conception de l'organisation **aujourd'hui**. Pour notre part, nous restons convaincus que toute organisation communiste, aussi petite soit-elle, doit se considérer et agir comme un groupe international **centralisé**, avec une même plate-forme politique en particulier, quelle que soit sa configuration et sa présence géographique. Le BIPR, la TCI d'aujourd'hui, considère que le regroupement des forces communistes doit se faire sur la base de l'émergence de groupes internationalistes au plan local et national et qu'ensuite, ensuite seulement, il est possible de constituer une organisation réellement internationale et centralisée. Le malentendu s'est de plus aggravé par le fait que le BIPR semblait considérer la finalité de nos discussions comme une simple adhésion de notre part aux positions politiques du BIPR et à l'abandon des positions du CCI. Sauf à être finalement convaincus suite à une confrontation politique des positions – ce que nous n'excluons pas dans l'absolu –, nous ne considérons pas que les débats et la lutte pour le regroupement des communistes a pour objectif immédiat et premier de se retrouver dans la même organisation au prix d'un renoncement à des positions politiques sur lesquelles il y a conviction. Bien au contraire, un des objectifs premiers de la lutte pour le regroupement est l'exposition et la confrontation des positions politiques afin qu'elles soient clarifiées au mieux – nous renvoyons aux

8 "Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne." (Résumé de la plateforme du CCI au dos de ses publications).

résultats de nos discussions avec le BIPR sur la question de la conscience et du parti comme illustration du bien-fondé de cette méthode pour la clarification politique et le rapprochement entre différents courants politiques.

4 – La fin de la fraction interne du CCI

Ce malentendu a eu deux conséquences importantes pour notre fraction interne. D'abord, elles ont mis un frein au développement de notre rapprochement avec le BIPR, même si celui-ci continue à se poursuivre. Ensuite, il a provoqué un trouble parmi des membres de notre fraction qui n'a pas été discuté sur le moment – les camarades ne l'ayant pas posé comme débat préférant taire leurs doutes ou questionnements – et qui a fini par devenir une divergence, parmi d'autres, en notre sein en 2009.

Nous ne pouvons revenir ici sur notre conférence passée de 2008. On peut se référer à la [*Résolution d'activités de la Fraction interne du CCI \(janvier 2008\)*](#). En cette occasion, furent réaffirmées à l'unanimité les orientations générales de la fraction. Si on relit cette résolution, on peut s'apercevoir qu'elle insiste particulièrement sur deux points que notre fraction n'a eu de cesse de répéter depuis sa constitution :

- la lutte pour le regroupement autour du BIPR présenté comme seul pôle de regroupement ;
- la lutte contre l'opportunisme, particulièrement celui du CCI toujours considéré comme un groupe de la Gauche communiste – c'est-à-dire un groupe à « défendre » et à « redresser » parce que n'ayant pas franchi la frontière de classe.

Malheureusement, et l'expérience des années 1990 dans le CCI nous avait alerté au point que nous avons lourdement insisté pour que soient discutées toutes les questions qui avaient posé des troubles en notre sein, l'ensemble des camarades de la fraction adoptèrent sans réelle discussion le rapport d'alors et la résolution d'activités. Un an plus tard, la crise de notre fraction éclata. Comme d'habitude, si l'on peut dire, elle surgit sur des questions organisationnelles. Nous vîmes alors resurgir une vision de l'organisation et des pratiques de fonctionnement que l'ancienne majorité du CCI d'avant 2001, dont nous sommes la continuité, avait voulu combattre et sur laquelle, malgré les votes unanimes, elle fut battue. Nous avons appelé "politique d'injonction" des organes centraux cette vision de l'organisation et de sa pratique dans le CCI des années 1990. On peut résumer à grand trait l'alternative qui se présentait à celle-ci : "ou bien le respect par discipline des orientations politiques mises en avant par les organes centraux quelles que soient la compréhension et la conviction des militants, ou bien emporter la conviction militante sur ces orientations pour gagner une véritable discipline communiste".

Mais très rapidement d'autres divergences – parfois contradictoires - apparurent qui remettaient en cause toute l'orientation de la fraction. Pour certains camarades :

- nous avons fait une erreur en refusant d'accepter les conditions dans lesquelles le BIPR nous proposait de le rejoindre, c'est-à-dire que nous aurions dû accepter d'abandonner nos convictions sur la plate-

forme politique du CCI ;

- nous avons fait une erreur en saluant dans une note la prise de position du CCI dénonçant une campagne anti-terroriste mise à profit suite à la lutte ouvrière en France contre la remise en cause des retraites à l'automne 2008 (cf. la note de [Le terrorisme n'est pas l'arme du prolétariat](#)) ;
- les camarades s'opposaient aussi à notre attitude première, « d'ouverture » à l'égard des camarades qui venaient de quitter le CCI et qui allaient fonder la revue *Controverses*, en estimant qu'avant tout nous devions exiger qu'ils s'excusent et reviennent sur leur participation aux calomnies, aux insultes, aux violences exercées contre nous, à nos condamnations publiques et à notre exclusion lors de la crise de 2001-2002 ;
- par la suite, cela fut publié dans le bulletin 48 de la fraction interne, ils s'opposèrent à la proposition de site web faite par les CIK.

Sur chacune de ces questions, les camarades remettaient en cause les orientations qui avaient été pourtant adoptées lors de la conférence de 2008. Pire même, ils remettaient en cause des questions de principe.

Très vite, notre fraction se retrouva paralysée. Et les deux derniers bulletins furent réalisés par les seuls camarades dits « minoritaires » qui allaient former notre fraction de la Gauche communiste internationale actuelle. Inutile de revenir ici sur les conditions concrètes de cette paralysie et les inévitables tensions personnelles qu'une telle situation provoque. Nous finîmes par nous accorder sur les conditions de la séparation. Les camarades « majoritaires » gardaient le nom et le site... qu'ils laissèrent en fait, depuis, à l'abandon. Cette fin de la fraction et l'abandon de son combat par les camarades n'est malheureusement, il faut bien le reconnaître, qu'une nouvelle manifestation de la pression de la bourgeoisie à travers ces campagnes contre le communisme qui attaque directement, entre autres, la conviction militante des éléments d'avant-garde.

Nous constituâmes alors la FGCI et ouvrîmes un autre site web. Dans les faits, nous avons décidé de continuer le travail de la fraction interne nous revendiquant intégralement de son histoire. C'est donc dans le cadre de cette continuité que nous pouvons aborder le bilan de nos activités depuis 2008.

5- Bilan de la fraction (FGCI) face à la situation

La période qui court depuis 2008 et notre dernière conférence est marquée par l'explosion brutale de la crise économique du capitalisme, crise qui ne peut plus être masquée, que la bourgeoisie est contrainte de reconnaître ouvertement et face à laquelle elle a connu divers moments de panique. De la crise de l'immobilier américain – les « subprimes » – à celle de la dette souveraine des pays européens, le monde capitaliste révèle au grand jour son impasse et plonge le monde dans la récession généralisée, la misère, les guerres et la préparation de la guerre impérialiste généralisée. Nous ne pouvons revenir dans le cadre de ce rapport sur l'analyse de cette situation. Il importe juste de souligner ses implications

pour le rapport de forces historiques entre les deux classes antagonistes, bourgeoisie et prolétariat, dont dépend le sort de l'humanité.

La première conséquence de la crise ouverte est la généralisation mondiale des attaques contre la classe ouvrière dans tous les pays ; ces attaques sont frontales et simultanées et obligent le prolétariat international, malgré ses faiblesses, à résister.

La deuxième conséquence en est un redoublement des rivalités impérialistes, une concurrence économique et « géostratégique » accrue, qui pousse les principaux pôles impérialistes à se définir, à se préciser, et dont une des manifestations est la permanence et la multiplication des guerres locales ; une autre en étant des tensions de plus en plus directes entre grandes puissances comme on peut le voir en ce moment même entre le Japon et la Chine ; et enfin, autre manifestation particulièrement importante, le renforcement des dépenses militaires qui oblige tous les capitalismes nationaux et surtout les principaux à redoubler d'efforts pour suivre le rythme de la militarisation imposée par la crise et la dynamique même des rivalités impérialistes. Cette dernière manifestation de la logique impérialiste impose à son tour un redoublement des attaques contre le prolétariat qui non seulement doit payer pour la crise capitaliste mais aussi doit payer pour la guerre. Nous ne développons pas plus ici.

En conséquence, notre fraction continue de se revendiquer des analyses fondamentales du CCI et du marxisme quant à l'alternative "guerre impérialiste ou révolution prolétarienne" comme seule possible – ce fut justement un des premiers points fondamentaux que le CCI d'aujourd'hui avait liquidé lors de son 15^e congrès de 2005. En particulier, nous continuons à nous revendiquer de la notion de cours historique telle que notre organisation l'avait définie et précisée dans les années 1970-1980.

C'est donc à l'aune de notre compréhension de la situation et plus largement du cours historique que nous devons évaluer la validité de nos activités. Quel est la situation du cours historique actuel selon nous ?

L'offensive de la bourgeoisie contre la perspective du communisme

Les campagnes anti-communistes ont marqué un recul de l'étendue de la conscience de classe dans les rangs ouvriers. En particulier, « l'idée » qu'une autre société que le capitalisme était possible, a été largement écartée des consciences ouvrières. Outre le recul des luttes dans les années 1990, ce succès de l'offensive idéologique capitaliste détermine encore aujourd'hui le contenu et la dynamique des luttes ouvrières qui éclatent et se généralisent dans tous les pays – et tout particulièrement en Europe. Mais pour autant, en est-on revenu à une situation comme celle des années 1930 où le prolétariat international tendait chaque jour plus à se laisser entraîner dans les idéologies de guerre – en particulier le nationalisme et l'opposition (à travers l'anti-fascisme) entre la "démocratie" et le fascisme ? En est-on revenu à une situation où la classe ouvrière des différents pays, en particulier des pays centraux du capitalisme, adhère à de

grands partis et syndicats tels les partis staliniens et social-démocrates ? Il n'en est rien. Soumis pourtant, comme jamais, à l'offensive incessante de l'idéologie bourgeoise, le prolétariat, dans ses grandes masses, est loin de s'y soumettre. Même s'il n'est pas encore capable de mettre en avant, un tant soit peu, sa perspective, il est loin de se livrer pieds et poings liés à ses exploiters. Actuellement, surtout depuis 2008, la réalité objective du capitalisme, à savoir sa crise ouverte et les attaques brutales et massives contre le prolétariat international, impose à celui-ci de résister et de lutter de plus en plus massivement. Si les prolétaires peuvent individuellement oublier la réalité de la lutte des classes, la bourgeoisie, elle, parce qu'elle sait où est le véritable danger pour elle et son système et alors qu'elle n'a de cesse de déclarer l'inanité d'un tel concept, mène une lutte de classes, une véritable guerre de classes, pour continuer à défendre ses intérêts de classe exploiteuse. La crise n'a fait qu'accentuer sa détermination et la mise en place des équipes et hommes au sein de son appareil étatique qui correspondent à cette guerre. Bref, dans la mesure où le prolétariat international « n'est pas battu », en particulier qu'il n'est pas prêt à accepter les sacrifices que veut lui imposer la bourgeoisie du fait de la crise et encore moins pour la guerre impérialiste, et dans la mesure où la bourgeoisie n'a d'autre choix maintenant que d'attaquer brutalement, massivement, frontalement, simultanément, l'ensemble du prolétariat international, nous considérons que **le « cours historique » est aux affrontements massifs entre les classes**. Bien évidemment, cela ne veut pas dire que la voie à la révolution est grande ouverte – le prolétariat peut très bien être défait dans ces confrontations historiques.

Il est en particulier un élément qui peut, non pas empêcher le développement de cette dynamique aux confrontations massives, mais en limiter les potentialités, et pire encore devenir un manque cruel pour le succès du « cours à la révolution » : l'état des forces communistes.

Celles-ci ont connu aussi les effets négatifs des campagnes anti-communistes, il est vrai, avec un certain décalage par rapport à la grande majorité de la classe ouvrière. Mais avant d'aborder ce facteur central et déterminant pour la résolution du problème historique devant lequel nous nous trouvons, ce rapport d'activités doit évaluer d'abord le bilan de notre modeste intervention face à la situation.

Pourquoi une intervention ?

Pour toute organisation communiste, l'intervention en direction de la classe – publications, tracts, communiqués, etc... – dans la situation historique, dans les luttes ouvrières évidemment mais pas uniquement, est une dimension centrale de son activité quelle que soit sa taille et son influence immédiate. Elle doit être une préoccupation permanente que seules les conditions concrètes de sa réalisation – état réel des forces militantes, rapport de forces entre les classes, degré de répression de la classe ennemie et de son appareil d'État déterminé précisément par ce rapport de forces – peuvent limiter l'ampleur et l'intensité.

En lien et en cohérence avec notre vision de la construction du parti, en particulier en concordance avec la compréhension

que tout groupe communiste doit se constituer comme une organisation **internationale et centralisée**, comme un embryon de parti communiste, l'intervention doit être internationale et historique ce qui n'exclut pas, et même au contraire, favorise sa déclinaison indispensable aux plans immédiats et locaux en fonction des circonstances. Croire que l'intervention décidée, et donc que l'effort et même le combat politique pour sa réalisation ne sont que pour le parti de demain du fait de la faiblesse à la fois des luttes ouvrières et des forces militantes, de leur influence dans la classe – à quoi bon se mobiliser et fournir autant d'efforts pour diffuser quelques milliers tracts qui ne changeront rien à la situation puisque « personne ne nous lit » ? – tourne le dos aux responsabilités de l'avant-garde politique du prolétariat. À leur tour, ces réticences, hésitations, doutes – expressions d'une mauvaise compréhension du rôle de la conscience de classe dans la lutte des classes, en particulier expressions de concessions politiques aux visions anti-parti et a-politique propre au courant politique opportuniste que Lénine définissait comme « l'économisme », que nous qualifions aujourd'hui de « conseillisme » – viennent renforcer et aggraver le manque initial de conviction militante et l'affaiblir encore plus. C'est aussi sur ce plan que se manifeste « le danger du conseillisme » tel que l'avait défini le CCI dans les années 1980 (cf. *Revue internationale* 40 : [La fonction des organisations révolutionnaires : le danger du conseillisme](#)) et tel qu'il s'exerce au sein même du camp prolétarien et de ses organisations politiques. Dans ce sens, sur le plan de l'intervention « extérieure » tout comme sur le plan du fonctionnement « interne » – voir la première partie sur *pourquoi un rapport ?* – nous nous revendiquons d'une méthode de parti, y compris pour un tout petit groupe comme le nôtre.

Poursuivons notre propos un peu plus loin. Il serait erroné de voir dans cette méthode une sorte « d'entraînement » pour demain, une sorte d'intervention pour la forme et pour « garder la main ». Non seulement, l'intervention aujourd'hui des groupes communistes est nécessaire et – relativement – efficace du point de vue propagande communiste mais elle peut aussi être **déterminante** du point de vue agitation communiste dans certains moments particuliers, tout spécialement dans certaines luttes ouvrières et aux moments cruciaux de celles-ci. Un exemple parmi d'autres : la « Marche noire » des mineurs asturiens sur Madrid du 11 juillet 2012, manifestation organisée et contrôlée par les syndicats et les forces politiques de gauche et visant à éteindre toute velléité concrète d'extension et de généralisation de la lutte à tous les secteurs, a marqué du fait même de la sympathie active de l'ensemble de la classe ouvrière espagnol et de l'accueil qui était fait aux « marcheurs », un moment particulier qui contenait un enjeu politique pour les deux classes antagonistes : la transformation de cette journée d'action syndicale particulière en un moment de généralisation du combat à tous les secteurs. Aussi minime pouvait-on estimer cette possibilité, elle n'en était pas moins réelle et les communistes devaient y intervenir avec détermination en avançant l'alternative de l'extension et de la généralisation par des mots d'ordre concrets pour cette journée et même au sein de la manifestation elle-même. Quel que fut alors l'effet immédiat

de cette intervention, la capacité d'offrir une alternative immédiate et concrète aurait inévitablement cristallisé les oppositions en les clarifiant aux yeux de tous et c'est ainsi que l'intervention communiste aurait été **déterminante** ; ou si l'on préfère, c'est ainsi que l'intervention aurait été un facteur matériel, concret, de cet instant d'affrontement politique entre les classes. Et les communistes auraient joué le rôle d'avant-garde politique en assumant leur rôle de direction politique par l'avancée d'orientations de combat concrètes et tranchées⁹.

Notre intervention depuis 2008

Pour ce qui est de notre intervention comme fraction de la Gauche communiste internationale, nos bulletins et notre site web en ont été les instruments essentiels – auxquels on peut rajouter de manière plus réduite les quelques occasions d'intervention orale dans telle ou telle assemblée de mobilisation ouvrière ou réunion publique d'organisation politique.

Nous avons publié 9 numéros de notre *Bulletin communiste international* depuis la fin de la fraction interne du CCI fin 2009 auxquels il faut rajouter les deux derniers numéros de la fraction interne, les 48 et 49, que nous avons assumés entièrement et alors que la fraction interne se retrouvait paralysée. À l'exception du n°2 du *Bulletin*, nous avons toujours pris position sur la situation globale et en particulier sur l'évolution de la lutte des classes face à l'approfondissement et l'extension de la crise économique capitaliste. Pour l'essentiel, nous avons défendu la perspective de confrontations massives de classes à venir et dont le processus commençait avec les luttes massives en Europe occidentale – automne 2010, Espagne, France, Grande-Bretagne, Allemagne... –, suivi des luttes ouvrières et des révoltes dans les pays arabes – en Afrique du Nord en particulier, Tunisie et Égypte – alors même que la mobilisation ouvrière en Grèce se maintenait et s'approfondissait et alors même que cette reprise des luttes trouvait ses expressions sur le continent américain et jusqu'en Chine. Cette situation de luttes « se répondant » les unes aux autres, se propageant d'Europe occidentale jusqu'à la Méditerranée, en faisant le tour, faisant même une halte rapide en Israël, pour revenir en Europe via l'incendie grec, démarrant sur des revendications économiques, puis posant des questions politiques jusqu'à s'affronter directement aux États – au point que des gouvernements durent être renversés – pour revenir ensuite au niveau économique, bref « mélangeant » lutte contre la misère économique et contre la dictature des États, qu'ils soient démocratiques ou non, est une situation, un processus que Rosa Luxemburg en particulier avait étudié et révélé en le définissant comme le processus de la « grève de masse »¹⁰. C'est ce que nous avons aussi essayé de mettre en évidence dans plusieurs articles. Puis par la suite, nous sommes intervenus plus précisément

sur les mobilisations et sur les enjeux plus immédiats des mobilisations massives en Grèce et en Espagne à la fois pour saluer et appeler à suivre l'exemple grec – mobilisation, refus de l'austérité et des attaques, politisation du mouvement par les tentatives diverses de paralyser celui-ci, en particulier les tentatives de blocage du Parlement au cours desquelles la bourgeoisie grec n'eut d'autre recours que l'utilisation de la milice stalinienne pour empêcher sa réalisation ; et pour critiquer et dénoncer les contre-offensives idéologiques de la bourgeoisie par l'usage de la mystification démocratique et sa déclinaison aux situations particulières de chaque pays, Tunisie, Égypte, etc. jusqu'à la plus sophistiquée au travers du mouvement des indignés en Espagne que nous avons critiqué d'abord, puis dénoncé ensuite du fait de son utilisation directe par l'idéologie bourgeoise. Dans cette phase, nous avons reproduit plusieurs articles de la TCI dont le positionnement était similaire au nôtre, en tout cas qui nous situait les uns et les autres du même côté de la barricade de classe alors même que toute la mouvance conseilliste, et au premier chef le CCI « officiel » d'aujourd'hui, reprenaient à leur compte la fétichisation démocratique autour des indignés – « l'exemple à suivre » selon le CCI.

Au cours de cette période, nous avons publié et diffusé deux tracts « internationaux » sur la mobilisation en Grèce (mars 2010 et octobre 2011). Le premier a été réalisé et diffusé avec les Communistes internationalistes de Montréal (CIM), aujourd'hui CI-Klasbatalo. Nous avons aussi publié un communiqué supplémentaire sur la lutte en Grèce du fait même de son aiguïsement et des enjeux politiques croissants que la situation posait en Grèce même et au prolétariat international. De même, avec un peu de retard, au moins deux semaines, nous avons publié un communiqué sur la lutte des mineurs dans les Asturies espagnoles.

Notre intervention ne s'est pas limitée aux seules luttes ouvrières même si celles-ci ont constitué l'essentiel de celle-ci. Si nous étions intervenus à plusieurs reprises dans le bulletin de la fraction interne du CCI sur l'éclatement de la crise économique ouverte dès 2007 – *Crise de l'immobilier, crise financière ? Ou plus simplement crise capitaliste de surproduction* Bulletin 41, octobre 2007 ou bien encore dans le n°42 *Crise financière : une nouvelle manifestation de la faillite du capitalisme* –, nous sommes peu revenus sur le sujet dans la mesure où il est devenu évident pour tout le monde que la crise ouverte n'en est qu'à ses débuts. Même les bourgeois, économistes et médias, voire hommes politiques, le reconnaissent. Il n'y a plus d'enjeu politique immédiat et crucial entre les classes sur la réalité de l'impasse économique capitaliste. Par contre, la question de la guerre impérialiste et de l'alternative historique guerre ou révolution reste un enjeu fondamental que les communistes doivent dénoncer sans relâche. Pour notre part, nous sommes intervenus sur le conflit entre la Russie et la Georgie, sur la guerre en Libye, et sur la définition croissante des grands pôles impérialistes, définition encore accélérée par la chute généralisée dans la crise économique exacerbant encore plus la concurrence économique et impérialiste.

Globalement, nous pensons qu'en rapport à notre réalité militante, à nos forces, surtout depuis la rupture avec les autres camarades de la Fraction interne du CCI, nous avons

9 La seule intervention d'une organisation se revendiquant de la Gauche communiste a été celle du CCI et elle a été lamentable du point de vue communiste. Voir dans notre bulletin 9 : *La classe ouvrière n'a plus besoin de ce CCI-là*

10 Il n'est pas inutile de rappeler ici que Lénine, entre autres, s'était clairement rangé du côté de Rosa Luxemburg dans le combat qui opposait celle-ci à l'aile droite de la social-démocratie internationale et à la bureaucratie syndicale allemande d'alors.

réussi à faire face à notre tâche d'intervention politique en faisant les bons choix en termes de priorité politique. Néanmoins, nous avons éprouvé des difficultés croissantes organisationnelles et militantes pour pouvoir assumer ce travail.

6 – Difficultés et limites internes de la fraction

Aujourd'hui, à l'heure de ce bilan, notre fraction ne compte plus formellement que deux camarades dont l'un est particulièrement diminué au plan physique. Le travail concret, matériel si l'on peut dire, de notre groupe ne repose plus que sur un seul camarade.

Cette situation n'est pas simplement due à des réalités "objectives" personnelles. Certes, la dispersion des 3 camarades de la fraction, l'un au Mexique, les deux autres séparés en France, certes les difficultés personnelles respectives dont certaines sont réelles et importantes - les conditions de vie du camarade au Mexique, la santé d'un des deux camarades en France -, sont des éléments matériels qui ont rendu de plus en plus difficile l'engagement politique de l'ensemble. Néanmoins, il ne fait guère de doute que les événements, pression des campagnes anti-communistes, absence de résultats immédiats - les contacts en général, le processus avec les CIK, la lenteur de l'évolution de nos rapports avec la TCI, l'isolement relatif aussi - ont participé d'entamer notre compréhension de nos orientations et d'affaiblir **surtout nos convictions politiques et militantes**. C'est particulièrement clair pour ce qui concerne notre camarade au Mexique. Ces deux dernières années, l'engagement du camarade s'est réduit au point où le reste de la fraction ne pouvait plus compter sur lui pour ses activités régulières qui se voyaient ainsi particulièrement amoindries : la réalisation du bulletin, les discussions internes, l'intervention en particulier vis-à-vis des contacts, relativement nombreux au Mexique... Englué dans des difficultés d'ordre personnel et quotidienne, notre camarade s'est progressivement désengagé et ne participait plus que formellement et par intermittence à l'activité de la fraction. Ce mal, la faiblesse de compréhension et de conviction, est pour l'essentiel, nous le rappelons, le fruit de l'offensive idéologique de la bourgeoisie.

7 - Le camp prolétarien, la TCI le regroupement et la lutte contre l'opportunisme

Un des facteurs essentiels de l'issue des confrontations massives entre les classes dont le processus déjà engagé est en train de s'accélérer, est la capacité de l'avant-garde politique du prolétariat à jouer son rôle de direction politique. Et donc aussi d'assumer les combats politiques de tous ordres qui s'imposent à elle : le combat pour le regroupement de forces communistes et pour le parti, la lutte contre l'opportunisme en son sein, le combat pour l'intervention dans les luttes ouvrières, le combat contre l'apolitisme, le combat contre les forces de la bourgeoisie en milieu ouvrier (syndicats et partis de gauche), la défense du marxisme et des principes du mouvement ouvrier, en particulier et surtout celle de la perspective révolutionnaire et communiste, etc...

Depuis l'éclatement de la crise ouverte actuelle qui signe définitivement la faillite du capitalisme, et pour chercher à

réduire lourdement le seul danger mortel pour elle que représente le prolétariat en lutte, la bourgeoisie mondiale a surtout redoublé ses battages idéologiques anti-communistes. Il s'agit notamment de l'offensive systématique et permanente que mène la bourgeoisie internationale contre la classe ouvrière depuis la fin de l'URSS et la chute du stalinisme (qu'elle s'échine à faire passer pour le communisme). Cette offensive se décline sur différents plans : dénigrer et travestir le marxisme (la théorie de la révolution communiste), l'expérience historique de la classe (la révolution russe de 1917 surtout), ses acquis politiques et organisationnels (tout spécialement le parti bolchévique et Lénine).

Ces incessantes campagnes menées depuis 1989 continuent encore aujourd'hui à avoir un impact négatif sur le développement des luttes ouvrières et la capacité du prolétariat à se défendre comme classe avec un minimum d'efficacité tant sur le plan économique que politique (cf. [La perspective historique du "communisme" est la clé des luttes actuelles du prolétariat](#) dans notre *Bulletin communiste international* n°9, août 2012). Mais elles ont aussi un impact négatif tout aussi fort sur les groupes communistes et leurs militants. Toute l'histoire du mouvement ouvrier, au premier chef de ses organisations politiques, est marquée par les combats théoriques et politiques entre la gauche révolutionnaire et l'opportunisme politique manifestant la pression et l'introduction de l'idéologie bourgeoise en son sein. Il s'agit là d'une constante. Néanmoins, il ne s'agit pas d'un combat abstrait sur des principes généraux mais qui connaît toujours des batailles particulières, des enjeux politiques immédiats et concrets.

On aurait pu penser que la dérive opportuniste du CCI durant les années 2000 n'était qu'un phénomène spécifique dont la cause et la dynamique n'étaient dues qu'à ses seules faiblesses et qu'elle n'exprimait rien d'autre. Aujourd'hui, il apparaît de plus en plus clairement que la dérive de cette organisation, qui fut la principale et la plus importante de la Gauche communiste - au moins en force et influence internationales - dans les années 1980-1990, n'était que le résultat le plus marquant de la pression énorme que les campagnes anti-communistes ont provoqué **aussi** sur les forces communistes. Les attaques contre le marxisme, contre les leçons historiques du mouvement ouvrier, tout spécialement contre l'expérience inestimable de la dictature du prolétariat en Russie en 1917, et contre Lénine et le parti bolchévique, mais aussi contre le reste de la Gauche d'alors et en particulier contre Rosa Luxemburg, ont rencontré un certain écho dans le camp prolétarien au point qu'aujourd'hui, nombre d'éléments ou cercles - souvent issus du CCI même si pas uniquement - et cette organisation elle-même se font les relais des thèmes idéologiques et politiques portés contre le marxisme et la perspective du communisme. Pour ce qui concerne le CCI des années 2000, l'introduction de conceptions idéalistes et a-classistes - nous ne revenons pas ici sur ce que nous avons brièvement rappelé précédemment - a ouvert la porte "théorique" à l'adoption de positions ouvertement opportunistes et révisionnistes jusqu'à l'ouverture et à la collaboration pratique et active de cette organisation avec l'anarchisme et sa volonté d'en faire une composante à part entière de la... Gauche communiste ! Et cela au détriment de l'intervention envers les autres composantes de cette Gauche.

Mais la dérive opportuniste du Courant a largement favorisé aussi le renouveau de la mouvance de type conseilliste autour d'un groupe comme *Perspectives internationalistes*, du cercle *Controverses*, voire de la Maison d'édition Smolny, autour desquels nombre d'"ex" et de "déçus du CCI" se sont agglutinés et connaissent une "nouvelle jeunesse" au point de faire feu de tout bois contre le marxisme, l'expérience du mouvement ouvrier et tout particulièrement contre la révolution russe et le parti de Lénine¹¹ ; mais aussi contre la Gauche communiste d'aujourd'hui dont, dans la foulée du CCI actuel appelant à la destruction du BIPR, ils ont déclaré la faillite. Ainsi, le CCI est devenu incapable de jouer un rôle véritable de pôle de regroupement international de par sa dérive opportuniste, son ouverture à l'anarchisme et au gauchisme, et par l'affirmation d'une tendance sectaire - dont il pouvait déjà être frappé alors que nous étions encore en son sein mais qui n'était pas encore devenue dominante et permanente - qui s'affirme contre le reste de la Gauche communiste et particulièrement la Tendance Communiste Internationaliste (TCI, ex-BIPR).

Bien évidemment, nous considérons que la question du regroupement des révolutionnaires ne peut se poser que dans le cadre théorique et politique de la Gauche communiste et des partisans du rôle fondamental, indispensable, essentiel, crucial, du parti communiste comme avant-garde et direction politique du prolétariat. De ce fait, toute la mouvance "conseilliste" ne peut que s'opposer au processus vers la formation du parti et se faire objectivement le relais des thèmes idéologiques et politiques de la bourgeoisie. Ce fut le cas par exemple de *"Appel au milieu pro-révolutionnaire"* (Bulletin #47 de la FICCI) réalisé par *Perspectives Internationalistes*, soutenu avec enthousiasme par nombre de cercles et groupes en particulier français, belge et italien. Nous l'avons rejeté en son temps et nous ne pouvons y revenir ici.

La Tendance Communiste Internationaliste

"De par sa continuité organique directe avec la Gauche italienne, de par son programme, de par ses analyses politiques et de par son existence organisationnelle internationale, le BIPR reste donc la seule organisation qui a aujourd'hui les moyens d'assumer une réelle politique de regroupement au niveau international. Et, de fait, il constitue le seul véritable pôle auquel les éléments et groupes qui tendent à se rapprocher des positions de la Gauche communiste peuvent se référer et autour duquel ils peuvent réellement se "regrouper" (Résolution d'activités de la Fraction interne du CCI - janvier 2008 - Bulletin 43, FICCI). Nous n'avons pas changé d'avis aujourd'hui. L'ex-BIPR, la TCI, est la seule organisation qui de par son histoire, de par ses positions programmatiques, son positionnement sur la question du parti et de par sa capacité à se situer à l'avant-garde politique de chaque bataille idéologique et politique imposée par la bourgeoisie, est de fait le pôle de référence et

de regroupement des forces et éléments communistes qui veulent oeuvrer à la constitution du parti communiste international de demain. Deux faits concrets sont venus confirmer notre appréciation : la publication en anglais d'un article *Marxism or Idealism - Our Differences with the ICC* rédigé par les camarades d'Allemagne de la TCI et l'éditorial de *Revolutionary Perspectives* 59 - *The Difficult Path to the Revival of Working Class Struggle*. Ces deux faits matériels sont la manifestation que la TCI peut, et doit, être au centre des confrontations théorique et politiques au sein du camp communiste - à ce jour, nous avons été les seuls à répondre à ce texte - *Accord avec la TCI : le temps du rassemblement autour du "Programme communiste" approche et se prépare* (Bulletin communiste 7, FGCI) - même si nous n'avons pu le faire aussi profondément que le texte des camarades l'exigeait.

Néanmoins, il faut bien reconnaître que, de notre point de vue et pour autant qu'on puisse en juger "de l'extérieur", c'est-à-dire sans connaître toute la réalité interne et toutes les tâches de cette organisation, la TCI n'assume pas avec la détermination et la conviction nécessaires ce rôle de pôle ou d'axe de référence et de regroupement. C'est vrai, nous semble-t-il, du point de vue du regroupement international qui est souvent vu et compris comme simple "adhésion à la TCI" et non comme confrontation, clarification des positions politiques et travail en commun, collaboration, intervention la plus unie possible pouvant aller - et c'est souhaitable à terme - jusqu'au regroupement formel dans une seule et même organisation. C'est vrai aussi, nous semble-t-il, dans l'hésitation que la TCI peut manifester pour critiquer et même dénoncer les errements opportunistes des autres composantes de la Gauche communiste et les attaques contre le marxisme menées par la mouvance conseilliste.

Pour autant, les forces existent au sein de la TCI pour s'engager de manière plus résolue dans le travail de regroupement au niveau international de même que la volonté parfois de lutter contre les attaques opportunistes provenant du camp prolétarien lui-même. Nous avons salué les quelques articles de la CWO dénonçant la dérive politique du CCI ; nous avons soutenu les prises de position de la TCI à l'égard de la constitution de l'Istituto Damen ; nous avons aussi, en son temps, souligné l'importance de la conférence du BIPR de mai 2008¹², en particulier pour avoir décidé de s'engager dans la voie d'une plus grande centralisation internationale avec la constitution d'un véritable Bureau international¹³.

12 *"La capacité dont fait preuve le BIPR pour regrouper autour de lui, sur des bases claires, de nouvelles forces tels les camarades du GIS en Allemagne, est une manifestation de cette dynamique. Elle vient manifester la volonté de cette organisation pour dégager des perspectives d'ouverture et de regroupement et pour réaliser les orientations qu'elle s'est donnée lors de sa dernière conférence en mai 2008. Voilà un atout, une démarche politique que nous entendons appuyer et à laquelle nous voulons participer au maximum de nos forces."* (Présentation du bulletin 46 de la FICCI).

13 *"Nous attendons de la crise, non seulement qu'elle se poursuive, mais encore s'approfondisse (sous une forme ou une autre). Nous croyons qu'on voudra faire payer à la classe ouvrière mondiale toutes les politiques menant à une prétendue reprise. Nous prévoyons également que l'acceptation actuelle de*

11 cf. *A propos d'une publication par les Editions Smolny : La défense du caractère prolétarien de la révolution d'Octobre est toujours une frontière de classe !* (Bulletin 7) et *Encore une fois : "Bas les pattes..." sur la Révolution russe et sur le parti bolchévique de Lénine !* (Bulletin 9)

Mais surtout, nous continuons à penser que la TCI devrait s'engager plus résolument qu'elle semble le faire dans l'orientation politique mise en avant par l'éditorial de *Revolutionary Perspectives* 59 :

"Les authentiques révolutionnaires ont une vraie bataille à mener pour que le prolétariat rejette non seulement les illusions des "anti-capitalistes" mais aussi les manipulations de la gauche traditionnelle. Nous avons besoin de créer un mouvement qui unifie tous ceux qui peuvent comprendre les problèmes dont nous parlons ici. Ce mouvement (ou parti) doit être guidé par une vision claire de la société que nous voulons. Nous l'appellerons "le programme communiste". Il doit se baser sur les luttes autonomes de la classe ouvrière qui se libère, de manière croissante, des chaînes qu'un siècle de réaction nous a imposées. Son but doit être l'abolition de l'exploitation du travail salarié, de celle de l'argent tout comme celle de l'Etat, des armées permanentes et des frontières nationales. Nous devons réaffirmer la vision développée par Marx selon laquelle nous nous battons pour une société de "libres producteurs associés" dans laquelle le principe est "de chacun selon ses capacités et à chacun selon ses besoins.

*Aujourd'hui, il y a beaucoup de groupes et d'individus dans le monde qui, comme nous, défendent cela ; mais, nous sommes soit trop dispersés soit trop divisés pour prendre l'initiative de former un tel mouvement unifié. Certains sont opposés, par principe, à la formation d'un tel mouvement, car ils pensent que le mouvement spontané se suffit à lui-même. Nous aimerions partager leur confiance. **Nous pensons que les révolutionnaires responsables devraient réexaminer leurs divergences et se demander si, à la lumière de cette période de la lutte de classe qui s'ouvre aujourd'hui, les divisions qu'ils pensaient avoir jusque là persistent. Nous devrions nous baser sur nos nombreux accords et non pas sur le peu de désaccords qui existent entre nous. Nous***

*l'austérité par la classe ouvrière fera place à une résistance et à une colère croissantes. Nous anticipons de plus que les rivalités inter-impérialistes vont s'aiguiser et que beaucoup d'êtres humains seront les victimes innocentes de guerres nouvelles et plus intenses. Dans ces circonstances, les révolutionnaires doivent être organisés et préparés le mieux possible et c'est pourquoi le Bureau a décidé d'accroître les mesures prises après la réunion de Parme de mai 2008 (voir "Un nouveau développement pour le Bureau international", dans *Revolutionary Perspectives* 47 ou au leftcom.org). Lors de la réunion de Parme, nous avons décidé de faire un pas dans la centralisation de notre activité (...). C'est pourquoi nous avons décidé que le Bureau doit devenir l'organe centralisé de coordination de notre organisation internationale. Il sera le lien non seulement avec les organisations affiliées dans chaque pays, mais avec des individus de différents pays. Il conduira toutes les affaires relatives au fonctionnement de l'organisation dans son ensemble (comme les relations avec d'autres groupes, la correspondance, les déclarations internationales, etc.) Afin de donner une plus claire expression de notre existence en tant qu'organisation internationale unie, nous avons décidé de changer le nom de l'organisation en *Tendance Communiste Internationaliste (TCI)* (et nous y attacherons le sous-titre "pour le parti révolutionnaire" sur le site). (Le Bureau International pour le Parti révolutionnaire devient la Tendance Communiste Internationaliste , Réunion du BIPR du 26 et 27 septembre 2009).*

devrions chercher à travailler ensemble dans les luttes, non pour simplement recruter tel ou tel individu pour notre propre organisation, mais pour chercher à élargir la conscience de ce que signifie réellement la lutte de la classe ouvrière. Face aux obstacles que nous avons soulignés plus haut, il serait suicidaire de ne pas le faire"

Nous nous inscrivons complètement dans cette orientation - [Accord avec la TCI : le temps du rassemblement autour du "Programme communiste" approche et se prépare](#) (*Bulletin communiste* 7, FGCI) - et regrettons que celle-ci n'ait pas semblé être réellement reprise, ou comprise, à notre connaissance par l'ensemble de la TCI comme une orientation centrale et internationale de cette organisation. Nous pensons au contraire que cette orientation doit être une des axes de l'intervention internationale de la TCI et de tout groupe communiste conséquent **surtout dans la période historique de confrontations massives de classes qui commence.**

8 – Relation avec les CIK

Armés de cette orientation politique depuis la formation de la fraction interne du CCI, nous avons systématiquement essayé de répondre aux contacts et groupes qui nous écrivaient, voire de prendre contact nous-mêmes.

Depuis 2006, nous avons développé des relations particulièrement étroites avec les *Communistes internationalistes de Montréal* (CIM), aujourd'hui les *Communistes internationalistes-Klasbatalo* (CIK) - <http://klasbatalo.blogspot.fr/>. Dans un premier temps, notre intervention - correspondances et voyages - vis-à-vis des camarades a visé d'une part à éviter qu'ils ne tombent dans une attitude et un positionnement "anti-BIPR" suite à leur expérience malheureuse et douloureuse avec son groupe canadien, le GIO. Nous nous sommes refusés à "prendre parti" et avons lutté pour convaincre les camarades du fait que le BIPR restait le seul pôle de regroupement international et que leur futur comme militants et comme groupe nouvellement constitué ne pouvait se situer que dans le cadre de cette compréhension. Nous avons alors essayé de développer des discussions et un processus de clarification politiques avec les camarades en particulier autour des plateformes politiques du BIPR et du CCI. Même si ce processus est resté largement incomplet selon nous, il s'est, pour l'essentiel, développé positivement : malgré la déconsidération qu'ils connaissent de la part de la TCI, les camarades continuent, comme notre fraction, d'inscrire clairement leurs positions et leurs activités dans le cadre du regroupement de la Gauche communiste, avec la TCI en son centre ; ils ont fini par adopter des positions de base qui, bien que proches de celles du CCI, ne sont pas très éloignées de celles de la TCI ([Plateforme politique des Communistes internationalistes-Klasbatalo \(ex-CIM\)](#)). C'est-à-dire que, d'un point de vue, programmatique, nous nous retrouvons sur les mêmes positions de principe. Par la suite, les CIK sont intervenus avec nous par voie de tract, en plusieurs occasions, et nos deux groupes ont publiés sur leurs sites respectifs les prises de position de l'un et de l'autre. Bref, un processus de collaboration et d'intervention commune s'est développé à son tour. Enfin, les camarades, convaincus - du moins en apparence - par notre vision du camp prolétarien et du

processus de regroupement, ont commencé à s'impliquer dans les mêmes orientations que les nôtres ; ce fut vrai clairement lorsqu'ils avancèrent une [Proposition de site web de la Gauche communiste faite par les Communistes Internationalistes de Montréal \(CIM\)](#) (Bulletin #48 de la FICCI).

Dans cette dynamique et à l'issue d'une nouvelle rencontre, notre fraction actuelle, la FGCI, a cru pouvoir proposer aux camarades de s'engager plus concrètement dans un processus de rapprochement organisationnel. Loin d'être en contradiction avec notre objectif de regrouper autour de la TCI, cette perspective organisationnelle s'inscrivait au contraire, à nos yeux, dans le cadre du renforcement et de l'unité des communistes autour de la TCI. Il est vrai que l'état des relations difficiles et conflictuelles entre le groupe canadien de la TCI et les CIK ne permettait pas et ne permet toujours pas à ces camarades d'envisager, sur le court terme, une quelconque collaboration. Déterminés à mettre en place cette orientation de rapprochement, nous avons proposé aux camarades la mise en place d'un bulletin interne au deux groupes qui serait l'outil de la confrontation et de la clarification des positions. Ce bulletin qui a connu deux numéros fut assumé matériellement par notre fraction au prix d'un important effort que la perspective enthousiasmante de viser à un regroupement international plus large justifiait largement.

Malheureusement, c'est alors que la dynamique relativement homogène des CIK sur les orientations politiques que nous avions en commun s'est inversée. Outre l'effet démoralisateur qu'a pu provoquer la scission au sein de la FICCI chez les camarades, l'offensive politique de la mouvance conseilliste, en particulier le surgissement en apparence "brillant" autour de la revue *Controverses* et de son site déclarant "la faillite historique de la Gauche communiste" et appelant à la disparition de ses organisations - suite logique, pour des "anciens du CCI des années 2000", de la politique de cette organisation visant à détruire le BIPR - a provoqué un trouble certain parmi les camarades et la remise en cause des orientations politiques que nous avions en commun - au point de les voir adopter un point de vue largement influencé par *Controverses* sur la réalité de la Gauche communiste. Il est important de relever que cette offensive anti-Gauche communiste ne fut pas le fait de la seule mouvance conseilliste franco-belge - à laquelle on voit aujourd'hui s'adjoindre un groupe italien *Connessioni* - mais qu'elle eut aussi sa variante italienne et anti-TCI avec la création de l'Istituto Damen reprenant la même thèse sur la faillite de la Gauche. Cette attaque directe contre l'existence des principales organisations de la Gauche communiste qui défendent et luttent pour la nécessité vitale du parti - puisque ces groupes appellent implicitement ou explicitement à leur dissolution - par des groupes ou cercles politiques se réclamant du communisme, se fait le relais d'un volet particulier de l'offensive idéologique de la bourgeoisie contre le communisme.

Nous avons publié le texte des CIK qui exprimait ce "changement" et notre réponse critique dans notre *Bulletin communiste international* n°4. Du coup, l'essentiel du contenu du bulletin interne aux deux groupes se focalisa sur cette

question jusqu'au point où la discussion commença à se bloquer. Notre fraction décida alors, en en avertissant les CIK, de prendre acte de l'arrêt, du moins de la suspension, du processus de rapprochement organisationnel en arrêtant la publication du bulletin.

Nous ne pouvons ici revenir en détail sur le parcours des CIK depuis lors et jusqu'à il y a peu. Les camarades commencèrent alors assez rapidement à s'apercevoir de l'impasse dans laquelle l'orientation de *Controverses* et des conseillistes les menait. Ils se lancèrent ensuite dans des initiatives hasardeuses vis-à-vis du GIO-TCI au Canada, un peu sans principe et surtout sans orientation précise, au point de détériorer encore plus leur relation avec la TCI. Nous dûmes alors leur envoyer des courriers critiques répétés qui ont sans doute participer de provoquer en leur sein des débats contradictoires (cf. sur leur blog : [Vues et positions politiques divergentes dans les CIK](#)).

Pour notre part, nous pouvons estimer que nous avons aussi notre part dans cet échec momentané. Nous avons manqué de détermination dans notre approche initiale au point d'être intervenu avec un certain retard vis-à-vis des CIK. Le résultat en fut que notre intervention plus décidée vers un rapprochement se télescopa avec un recul politique important des CIK. L'autre leçon qu'il convient surtout de tirer¹⁴ est notre incapacité à mener un débat sérieux et suffisamment approfondi sur les positions de principe, la plate-forme politique, sur les positions de la Gauche communiste (et donc sur la critique sans concession du conseillisme), et **surtout sur l'indispensable rupture politique que les individus se rapprochant des positions communistes doivent accomplir vis-à-vis des positions gauchistes.**

Malgré notre réorientation à leur égard, nous avons continué à rester ouvert au débat et à la confrontation fraternelle avec les CIK. Ceux-ci - c'est leur force et la manifestation de leur vitalité - se sont rendus compte assez vite que leur errements politiques des deux dernières années ne pouvaient les mener qu'à l'impasse et à terme à leur disparition. Suite à leurs discussions internes, ils ont fini par revenir sur leur positionnement initial sur l'état de la Gauche communiste [Retour sur une "contribution à un état des lieux de la Gauche communiste](#) (*Bulletin communiste* 9). Le texte date de mai 2012. L'obstacle fondamental qui avait arrêté le processus de rapprochement organisationnel semble ainsi levé.

9- Perspectives pour notre fraction

Aujourd'hui plus que jamais, le prolétariat a besoin de son avant-garde politique et la responsabilité des révolutionnaires est décuplée. La crise du capital est insoluble et révèle définitivement la faillite de ce système ; les attaques de la

14 Cette leçon nous rappelle notre intervention comme CCI vis-à-vis des camarades qui allaient finalement former... le groupe canadien du BIPR et les leçons que nous en avons tirées alors. Ce n'est peut-être pas un hasard si nous nous sommes retrouvés par deux fois, certes dans des circonstances différentes, au prise avec la même difficulté de manière aussi aiguë dans un pays et une "région", le Québec, particulièrement marqués par le maoïsme et le nationalisme sécessionniste.

bourgeoisie contre la classe ouvrière ne peuvent que redoubler jusqu'à en exiger le sacrifice final dans la guerre impérialiste généralisée ; le prolétariat n'a d'autre choix que de résister et le cours historique mène à des confrontations massives entre les classes. Dans ces combats massifs, le prolétariat international ne peut se passer de sa fraction la plus déterminée, son avant-garde politique. Les attaques de la bourgeoisie ne se limite pas au seul terrain économique, mais aussi aux plans politiques et idéologiques. C'est en particulier sur le plan de la conscience de classe, et notamment celui qui touche à la perspective prolétarienne du communisme, que les révolutionnaires ont un rôle primordial, et quasiment exclusif. Ces enjeux historiques appellent, dès aujourd'hui, à ce que les révolutionnaires oeuvrent dans le sens de leur regroupement en vue de la formation du parti politique dirigeant de la classe sans lequel, on peut en être certain, le prolétariat ira à l'échec et l'humanité à sa destruction.

Les orientations fondamentales de notre fraction se trouvent confirmées et même renforcées pour elle comme pour l'ensemble de l'avant-garde communiste. Dans ce sens, nous nous reconnaissons pleinement dans "l'appel" mis en avant par la TCI dans l'éditorial de *Revolutionary Perspectives* 59 (et qui confirme ce que nous avons toujours dit : cette organisation est au coeur du regroupement des communistes) : *"Nous pensons que les révolutionnaires responsables devraient réexaminer leurs divergences et se demander si, à la lumière de cette période de la lutte de classe qui s'ouvre aujourd'hui, les divisions qu'ils pensaient avoir jusque là persistent. Nous devrions nous baser sur nos nombreux accords et non pas sur le peu de désaccords qui existent entre nous"*. Face à ces éléments, accélération dramatique de la situation, retard des communistes, orientation de regroupement de la TCI comme seul pôle de regroupement existant, nous sommes donc amenés à nous poser la question suivante : est-ce que notre fraction est toujours le meilleur outil pour assumer ces orientations renforcées ?

La question du redressement du CCI opportuniste passe maintenant, à notre sens, obligatoirement au second plan ce qui ne veut pas dire écarter le combat nécessaire contre l'opportunisme. Et le regroupement des communistes est la question centrale de par la situation d'autant plus qu'ils ont pris un retard conséquent sur ce plan. Face à ces exigences, il nous semble que notre fraction telle qu'elle existe actuellement n'est plus le meilleur outil. Dans ce sens, nous

proposons à ceux qui nous sont les plus proches, notamment les CIK, d'engager un processus de constitution d'une nouvelle organisation après, bien sûr, des discussions approfondies et un accord sur une plateforme de positions et des orientations communes.

Il est évident pour nous que la TCI, comme unique et véritable pôle de référence aujourd'hui, doit être facteur actif dans ce processus et aider à ce qu'il s'engage positivement. Pour notre part, nous continuerons à situer l'ensemble de nos activités, en particulier celles fondamentales visant au regroupement des forces communistes, autour de la TCI et de ce qu'elle représente d'un point de vue historique : l'arme la plus puissante dont disposent aujourd'hui les communistes afin de constituer le parti communiste de demain. Car, nous sommes plus que jamais convaincus de la nécessité impérieuse du parti, organe de direction politique du prolétariat, expression la plus haute de la conscience de classe, pour la réussite des confrontations massives entre les classes qui s'annoncent. Sans une minorité d'avant-garde communiste, c'est-à-dire regroupée en parti international et centralisé, le prolétariat court à la défaite historique.

Plus que jamais, et malgré les campagnes anti-communistes sur tous les plans qui provoquent doutes, abandons, désespoir, fatalisme, résignation, scepticisme, voire cynisme, nous sommes convaincus que le devoir des communistes "... est, à tout moment, sans peur et sans reproche, de « dire ce qui est », c'est-à-dire de faire voir aux masses, d'une manière claire et en évitant tout subterfuge, quels sont leurs devoirs dans une situation donnée, de proclamer le programme d'action et d'émettre les mots d'ordre que la situation exige. Le soin de savoir si et à quel moment les masses révolutionnaires se soulèveront n'est pas l'affaire du socialisme [aujourd'hui des groupes communistes]. Ce soin, le socialisme peut le remettre à l'histoire. S'il a rempli son devoir dans le sens que nous venons d'indiquer, il contribuera puissamment à déchaîner les éléments révolutionnaires que la situation comporte et aura fait le nécessaire pour accélérer le mouvement des masses. Mais, même en admettant le pire, même si d'abord le socialisme ne paraît que crier dans le désert, si les masses ne le suivent pas, en fin de compte il se présentera toujours et inéluctablement une situation morale et politique dont il récoltera les fruits au centuple quand l'heure historique sera venue." (Rosa Luxemburg, *L'alternative*, 1917, www.marxism.org).

Octobre 2012

Réponse au rapport d'activités de la Fraction de la Gauche communiste internationale (Tendance Communiste Internationaliste)

Camarades,

Merci de partager ce rapport avec nous. Nous supposons qu'il faut le lire comme le bilan d'une expérience dont vous essayez de tirer certaines leçons avant de prendre une nouvelle direction dans votre démarche particulière afin de contribuer à la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière.

Nous avons été en discussion à la fois avec la FGCI et la Fraction Interne du CCI depuis maintenant une dizaine d'années et nous pouvons relever dans ce document des points importants de rapprochement sur plusieurs questions. Nous voudrions en particulier souligner vos visions les plus déterminantes sur le parti et sur le fait qu'il ne surgira pas simplement et spontanément des luttes économiques. Pour vous citer :

« Au cours de ces discussions, a été clairement précisé que nos deux courants historiques partageaient la même position sur le fait que la conscience de classe n'était pas le produit mécanique et immédiat des luttes économiques du prolétariat et que de plus elle ne venait pas de « l'extérieur de la classe ouvrière ».

Nous sommes aussi heureux de lire que :

« Une autre séquelle du passé du CCI, de notre passé, nous est clairement apparue lors des débats avec le BIPR. Tout en continuant à nous revendiquer en particulier de la GCF, nous n'avons pu que constater qu'une grande partie des critiques que « nous » avons émises contre la constitution du PCInt en 1943-45 n'avait pas fondamentalement lieu d'être d'autant que les membres de la Gauche Communiste de France dont est issu le CCI, étaient d'accord pour la nécessité et la formation du parti en Italie à ce moment-là. »

Nous avons apprécié tout ce que vous avez fait à la fois dans la FICCI et la FGCI pour appuyer notre tendance comme un point de référence pour les communistes potentiels. Nous devons reconnaître que vous avez raison d'écrire que :

« Au fil du temps, cette dimension de notre activité est devenue plus centrale. Nous avons essayé de privilégier au maximum notre relation avec le BIPR que nous considérons comme le seul pôle de regroupement restant après la déconfiture politique et organisationnelle du CCI. Ceci s'est traduit par des rencontres, des débats, des clarifications politiques (en particulier sur la question de la conscience de classe, du parti, et sur la constitution du PCInt en 1943), une collaboration politique qui s'est traduite par la tenue de réunions communes à nos deux organisations, de réunions publiques du BIPR soutenues par nous à Paris et par des traductions d'articles de cette même organisation en français et en espagnol. En même temps, et en complément à cette orientation centrale, nous avons systématiquement cherché à répondre aux différents contacts, individus et groupes ou cercles émergeant de par le monde – on peut se référer à plusieurs correspondances que nous avons publiées dans notre bulletin. En particulier, nous avons commencé à développer un travail de discussion et de clarification politique avec les Communistes Internationalistes de

Montréal (aujourd'hui les CIK) sur la base des plate-formes politiques du BIPR et du CCI. Après un période d'appartenance – ou pour le moins de collaboration étroite – au groupe canadien GIO adhérent au BIPR et suite à leur séparation d'avec le GIO, les camarades surent s'ouvrir à l'ensemble de la Gauche communiste – CCI, PCInt dit « bordiguiste », nous-mêmes. Notre première tâche fut d'éviter que ces camarades se positionnent « en-contre » vis-à-vis du BIPR après une expérience qu'ils estimaient malheureuse. »

Votre cohérence politique sur cette question a été inébranlable et marquée par plusieurs actes de fraternité personnelle et politique. Personne ne peut douter de l'intégrité et de l'honnêteté avec lesquelles vous avez essayé de mener à bien ce en quoi vous croyez. En fait, nous nous sommes souvent sentis coupables de ne pas être capables de vous répondre plus et mieux. D'une certaine manière, notre relation a été un modèle de comment les communistes ayant des divergences doivent établir des relations les uns avec les autres. Nous pouvons avoir des désaccords mais nous avons suffisamment de respect mutuel pour reconnaître que notre but est le même même si nos stratégies et nos perspectives sont différentes.

Donc nous pouvons être d'accord avec votre conclusion selon laquelle :

«... nous sommes plus que jamais convaincus de la nécessité impérieuse du parti, organe de direction politique du prolétariat, expression la plus haute de la conscience de classe, pour la réussite des confrontations massives entre les classes qui s'annoncent. Sans une minorité d'avant-garde communiste, c'est-à-dire regroupée en parti international et centralisé, le prolétariat court à la défaite historique.»

Mais c'est aussi précisément cela qui nous ramène au début de nos discussions. Malgré toutes nos tentatives mutuelles pour nous comprendre, nous avons des visions du monde entièrement différentes. Nous ne souhaitons pas engager une discussion ou une critique d'une tierce partie mais votre émergence du CCI et votre insistance selon laquelle vous êtes la « réelle » essence du CCI a été le plus grand obstacle pour arriver à un dépassement de nos divergences.

Ceci est même évident dans les domaines où vous nous avez fait l'honneur de nous appeler le « pôle de regroupement » pour les forces de la Gauche communiste aujourd'hui. Nous pouvons être d'accord que nous avons brandi un drapeau, un point de référence pour les communistes mais notre perspective de comment, et quand cela arrivera est entièrement différente. En premier lieu, vous voyez le concept de « pôle de regroupement » comme un absolu. A l'époque, c'était le CCI, maintenant c'est la TCI (puisque tous les bordiguistes dans leurs « partis » séparés pensent qu'ils sont déjà l'article fini, ils n'ont pas de conception autre que celle selon laquelle le reste du monde doit les rejoindre). Mais nous avons toujours insisté sur le fait que nous **ne** sommes **pas** le futur parti international du prolétariat, ni même son seul noyau.

C'est quelque chose que nous ne pensons pas que vous ayez pris en compte car vous restez précisément dans le vieux cadre du CCI. Nous ne souhaitons pas revenir sur de vieilles polémiques ni faire une analyse profonde de ce qui n'a pas marché avec le « projet CCI » mais nous devons dire quelque chose afin de faire un effort supplémentaire pour démontrer que nous sommes loin de l'idée que vous répétez encore dans votre rapport selon laquelle nous sommes le seul futur noyau du parti prolétarien mondial. Pour que ce soit clair, peut-être faut-il dire en quoi nous avons été différents du CCI depuis le début. Le CCI a été formé d'abord par des jeunes hautement-éduqués dans la perspective que la fin du boom d'après-guerre mènerait rapidement à une crise sérieuse du capitalisme. Pour reprendre les termes du CCI, la contre-révolution était alors terminée et la classe ouvrière étaient en situation de se réaffirmer historiquement. Le cours historique était à la révolution (ou, s'il échouait, à la guerre mais cela était impensable car cela signifiait la fin de l'humanité dans leur vision millénariste). Le lien entre crise et lutte de classe et entre lutte de classe et conscience politique de classe n'était pas aussi spontané que le pensait le CCI. Et vous semblez en être d'accord maintenant si nous relisons la citation déjà reproduite :

« Au cours de ces discussions, a été clairement précisé que nos deux courants historiques partageaient la même position sur le fait que la conscience de classe n'était pas le produit mécanique et immédiat des luttes économiques du prolétariat et que de plus elle ne venait pas de « l'extérieur de la classe ouvrière ».

Quand la vague de grèves qui a salué la fin du boom d'après-guerre (1968-1976) n'a pas réussi à produire une élévation de la conscience politique, la conclusion du CCI a été que c'était dû aux mystifications bourgeoises et toutes leurs analyses se consacraient aux machinations (ou Machiavélisme) de la bourgeoisie. Et le CCI a persisté avec l'idée qu'il était le pôle de regroupement (on disait à la CWO que le PCint était bordiguiste et « sclérosé » et donc qu'il ne fallait même pas discuter avec lui). Cette attitude quasi-religieuse et cette hypothèse selon laquelle chacun n'aurait qu'à simplement reconnaître la nouvelle vertu du CCI a aidé à la destruction des Conférences internationales même si le CCI ne l'admettra jamais. Nous ne rentrerons pas dans toutes les scissions qu'a connues le CCI qui ont suivi, mais la première (autour de l'affaire Chénier) était vraiment sur le manque d'orientation du CCI envers la véritable lutte de classe et non celle qu'ils ont imaginée. La notion « d'années de vérité » a été inventée afin de maintenir la fiction que le « cours historique » était à de grandes confrontations de classe. Au lieu de cela, nous étions dans une situation entièrement nouvelle où l'État capitaliste gérait la crise et réussissait à maintenir et continue encore à maintenir le système capitaliste malgré les manifestations clairement horribles de toutes ses contradictions, situation qui a ouvert la voie au démantèlement de la stabilité d'après-guerre, à la globalisation et au supposé marché « libre » adoré par les néo-libéraux. Ce que vous appelez les dérives opportunistes du CCI découlent du même besoin de répondre à la faillite de ses perspectives. Que fait une organisation qui proclame être le pôle de regroupement face à un tel défi ? Elle aurait pu revoir ses perspectives et dire que le « cours de l'histoire »

allait prendre un temps plus long pour réussir ou elle pouvait inventer un autre dogme idéologique (et c'est ce qu'elle a fait avec la « décomposition »). Ce fut pour vous un signe d'opportunisme mais en fait c'était en continuité directe avec ce qui a été dit auparavant sur le « cours historique ». Ce que nous essayons d'expliquer, c'est que les racines de la crise qui ont mené à votre expulsion du CCI étaient présentes depuis le début.

Voilà pourquoi nous avons insisté sur le fait que nos deux approches sur la question de l'émergence de l'organisation politique internationale de la classe ouvrière étaient différentes. Pour le vieux CCI, la question était d'établir un pôle de regroupement centralisé auto-proclamé auquel chacun devait adhérer **aujourd'hui** comme le noyau du futur parti international centralisé. Le CCI considère maintenant que c'était une erreur de se référer à lui-même comme « le pôle de regroupement » mais vous vous accrochez encore à la notion (à la différence que c'est maintenant la TCI qui remplit ce rôle) ou comme vous l'exposez :

*«... nous restons convaincus que toute organisation communiste, aussi petite soit-elle, doit se considérer et agir comme un groupe international **centralisé**, avec une même plate-forme politique en particulier, quelle que soit sa configuration et sa présence géographique »*

Comme vous le savez très bien, nous n'avons jamais partagé cette manière de voir le problème même si nous sommes d'accord sur le but final. Depuis le début, nous avons toujours estimé que la lutte de classe mettrait plus de temps à arriver à un niveau de conscience globale pour la formation de la future Internationale. Sur son chemin, la classe ouvrière mondiale devra passer par davantage d'expériences bien qu'elle ait une histoire déjà si riche, expériences que nous pouvons espérer mais que nous ne pouvons prédire avec certitude. Voilà pourquoi nous avons toujours dit que nous n'étions pas le seul noyau de la future Internationale révolutionnaire même si nous espérons jouer un rôle significatif dans son établissement. De même, il vaut mieux qu'émergent de réelles organisations au sein de la classe ouvrière dans chaque pays où elles sont présentes plutôt que d'établir des succursales de trois ou quatre camarades qui viennent juste de tomber d'accord avec notre plate-forme. En fait, nous pouvons dire qu'une centralisation prématurée peut être une **barrière** pour l'émergence de nouvelles forces dans chaque aire géographique. Ce qui tient la TCI regroupée n'est pas un système artificiel de discipline mais une reconnaissance que la classe ouvrière de chaque territoire est confrontée à des problèmes légèrement différents (essentiellement pour des raisons historiques) et que chaque groupe local affilié doit y répondre par lui-même. Nous n'avons pas besoin de décréter une « culture du débat » car c'est ce qui nous a maintenu unis pendant plus de 20 ans. Cela ne simplifie pas ni ne résout les problèmes politiques dans la mesure où c'est plutôt une manifestation de la situation réelle de dispersion et de confusion au sein de la classe ouvrière. En fait, il est possible que lorsque nous parlons de l'Internationale prolétarienne centralisée du futur, nous parlions de quelque chose de centralisé seulement autour d'un programme politique commun mais qui laisse aux activistes locaux le soin de choisir comment le programme sera porté

sur le terrain (un scénario pas si éloigné de la réalité du bolchevisme quand il était une véritable tendance révolutionnaire au sein de la classe ouvrière).

Nous ne sommes pas très clairs sur ce que vous entendez lorsque vous dites que votre but est de proposer « à ceux qui nous sont les plus proches, notamment les CIK, d'engager un processus de constitution d'une nouvelle organisation » mais nous espérons que cette étape développera le dialogue entre nous tous. Sur cette question, nous ne serions pas trop dédaigneux vis-à-vis des groupes que vous caractérisez comme conseillistes (certains, oui, le sont mais d'autres non). La plupart des camarades qui sont issus du CCI et selon la documentation que vous-mêmes avez largement fournie sur votre site web, on comprend pourquoi ceux qui ont été grillés par cette expérience [comme les camarades de *Controverses*] peuvent souhaiter renoncer à ce qu'ils croient être la trajectoire « normale » d'organisations déjà sur-centralisées. Ils ont aujourd'hui un projet complètement différent mais ils sont ouverts et honnêtes (comme vous-mêmes) et nous

pouvons ainsi avoir un dialogue réel même si nous finissons par reconnaître nos divergences et nos objectifs comme différents. Mais nous sommes du même côté et luttons pour le même but. Un tel débat n'est pas une perte de temps mais, comme vous le savez très bien, est une partie de l'inévitable processus de clarification des minorités prolétariennes internationales face à l'imprévisible et inéluctable marche de l'histoire.

En attendant, ce serait un grand pas en avant si vous pouviez participer à la formation d'une organisation internationaliste basée sur des communistes français qui pourrait agir comme un véritable noyau orienté, non seulement vers le débat avec les internationalistes du monde, mais aussi vers la classe ouvrière avec laquelle vous êtes directement en contact.

Salutations internationalistes,

J. pour le Bureau international de la TCI.

Le 10 janvier 2013

Notre réponse à la TCI

La FGCI à la TCI,

Chers camarades,

En premier lieu, nous tenons à vous remercier pour votre prise de position sur notre rapport d'activités. Nous savons l'effort que cet acte politique a représenté au milieu des différentes tâches que vous devez affronter. La signification politique de votre attitude fraternelle et militante à notre égard dépasse la simple relation entre la TCI et notre fraction ; elle dépasse même la relation « historique » qui aurait dû se développer entre nos deux courants – PCInt-BIPR et GCF-CCI – depuis les années 1970 à nos jours. Comme vous l'écrivez, « *d'une certaine manière, notre relation a été un modèle de comment les communistes ayant des divergences doivent établir des liens* » [*in some ways our relationship has been a model for how communists with differences should relate to one another* »].

Un « modèle de relation » entre communistes

Ce « modèle de relation » ne représente pas un principe abstrait ou moral. Il a un sens politique et concret du point de vue communiste et du prolétariat. Loin de rester dans le respect « poli » de nos relations et de nos divergences, ce « modèle » n'a de sens que dans les expressions concrètes de solidarité et de fraternité communistes face à l'ennemi de classe et ses attaques de toutes sortes **en lien**, et en « interaction », avec les discussions et la confrontation de nos différences politiques en vue de les clarifier au maximum, voire de les dépasser lorsque c'est possible.

Dans ce sens, nous relevons et apprécions particulièrement la réaffirmation de votre confiance en « *l'intégrité et l'honnêteté avec laquelle [nous avons] essayé de défendre ce en quoi [nous] croyons* » [*the integrity and honesty with which [we] have tried to carry out what [we] believe in* »]. Depuis notre expulsion scandaleuse du CCI et les condamnations ignominieuses que cette organisation a portées contre nous,

vous avez toujours assumé avec responsabilité et sérieux une attitude **politique** fraternelle et à la fois **critique** qui nous a encouragé et soutenu dans ces moments extrêmement difficiles tant au point de vue politique que personnel. Cependant, cette confiance communiste vérifiée par vous n'aurait eu que peu d'intérêt pour notre classe si elle ne s'était accompagnée, si elle n'avait permis, si elle n'avait été un facteur actif, des discussions et de la clarification de différentes positions et principes politiques ; et en tout premier lieu de celle de la conscience de classe et du parti. Inutile de revenir ici sur les passages de notre rapport et de votre document sur ces questions qui, selon nous, marquent la ligne de fracture au sein du camp prolétarien d'aujourd'hui et de demain entre ceux – les courants – qui seront amenés à être les facteurs actifs, voire décisifs, de la formation du parti et ceux qui s'en détourneront, voire s'y opposeront soit de manière ouverte, soit de manière « détournée », c'est-à-dire « centriste » comme nous l'enseigne l'histoire de notre classe et du mouvement communiste.

Sur ce point, et en passant, nous aurions une différence d'appréciation d'ordre secondaire sur l'approche politique vis-à-vis des camarades qui **tendent** plus ou moins ouvertement à se situer dans le rejet ou la sous-estimation non seulement du rôle historique du parti, mais aussi et surtout des organisations actuelles de la Gauche communiste au point d'en déclarer la faillite. C'est le cas effectivement de la revue *Controverses*. Notre attitude et intervention vis-à-vis des camarades de cette mouvance sont essentiellement politiques et le fait qu'ils aient participé – les membres de *Controverses* – aux accusations et condamnations les plus ignominieuses contre nous lorsqu'ils étaient encore dans le CCI, n'intervient pas dans notre appréciation politique, nous voudrions que ce soit clair. Le fait même que ces camarades nous aient fraternellement salués lors de nos rencontres après leur

démission du CCI nous suffit¹⁵. Par contre, nous estimons que leur positionnement politique actuel basé sur une déclaration de faillite des groupes de la Gauche communiste représente un véritable danger que nous entendons d'autant plus combattre que nous pensons que ce combat de classe est au coeur du front historique entre les classes.

Mais revenons à notre propos. Nous sommes convaincus que le « modèle de relation » que nous avons pu établir entre nous – modèle par ailleurs qui est encore empreint de faiblesses importantes à nos yeux et dont nous sommes prêts à prendre notre part – est la voie pour établir les bases les plus saines et les plus solides possibles pour le regroupement des communistes et la formation du parti mondial du prolétariat.

Deux divergences qui n'en sont pas

Nous en arrivons ici à un point de malentendu entre nous : la question du, ou des pôles, de regroupement. Nous n'avons jamais prétendu qu'il ne pouvait exister qu'un seul pôle de regroupement, ni que « avant c'était le CCI, maintenant c'est la TCI » [*« once it was the ICC, now it is the ICT »*]. Ni la fraction, ni « notre » CCI : « cependant, si le CCI est devenu le principal pôle de regroupement, il n'est pas pour autant seul au monde. Le BIPR malgré la confusion qui a déterminé ses origines, par rapport à la déliquescence politique des autres groupes qui forment alors le milieu prolétarien constitue l'autre pôle de référence et de relative clarté politique qui va polariser les débats. » (Revue internationale #54 du CCI, L'évolution du milieu politique depuis 1968, 1988, souligné par nous)¹⁶.

15 Leur attitude fraternelle indique la réalité et la profondeur de leur conviction lors de la crise du CCI en 2001-2002 quant aux condamnations qui nous étaient portées et dont la plus grave était que nous étions des flics. Et elle en dit long sur les conditions dans lesquelles les militants du CCI se sentaient contraints de voter les pires résolutions et autres motions contre nous dans la folle ambiance de panique créée à dessein par la faction liquidationniste d'alors au nom de « la défense de l'organisation et de son unité ».

16 Ou bien encore : « Nous avons déjà vu que cette vision pessimiste ne tient pas compte du fait que la majorité du milieu révolutionnaire dans les années 1968-75 était restée rigoureusement étrangère à toute dynamique de contact et de discussion, alors qu'aujourd'hui, les deux principaux pôles de regroupement qui existent à l'échelle internationale -le CCI et le BIPR- sont tous les deux des défenseurs -même si c'est en termes différents- de la nécessité de ce débat. Ce n'est pas par hasard si les nouveaux groupes qui sont en train d'apparaître, en particulier à la périphérie du capitalisme, tendent immédiatement à faire référence aux débats entre ces deux pôles. Aujourd'hui, n'en déplaise à ceux qui croient que le débat entre les révolutionnaires est une espèce de supermarché, qui, pour être riche et satisfaisant, devrait offrir le choix entre des milliers de produits divers, cette sélection n'est pas un "appauvrissement", mais un pas en avant. Cette polarisation permet aux nouveaux éléments qui surgissent de se situer clairement par rapport aux divergences politiques FONDAMENTALES qui existent parmi les grands courants essentiels du mouvement révolutionnaire, au lieu de se perdre dans les mille finasseries secondaires de telle ou telle secte. » (Revue internationale #55 du CCI, *Décantation du milieu politique...*, 1988). Aujourd'hui encore, nous restons convaincus de la validité de cette affirmation et de cette « méthode ».

Et aujourd'hui, 20 ans plus tard cette affirmation du « vieux » CCI, 12 ans en particulier après sa crise organisationnelle et l'ouverture d'un cours opportuniste dominant dans cette organisation, qu'en est-il des pôles d'alors ? Voilà ce que notre fraction, que ce soit comme Fraction interne du CCI ou comme FGCI, n'a de eu de cesse de défendre :

« Pratiquement, dès sa constitution, et avant même l'exclusion de notre fraction du CCI en mars 2002, nous nous sommes adressés au BIPR parce que nous le considérons dès lors comme le seul pôle qui restait au sein du camp prolétarien, autour duquel peut s'organiser un regroupement des forces communistes. Les conséquences politiques à venir de notre exclusion sur le CCI lui-même ne pouvant mener, entre autres conséquences, qu'au rejet de sa politique de regroupement - menée, tant bien que mal, jusqu'alors - ainsi qu'au triomphe rapide du sectarisme. Depuis, la dérive sectaire - qui s'est vu renforcer par des prises de position chaque fois plus opportunistes de cette organisation - n'a pas démenti notre "prévision" - et nos avertissements - d'alors. Par ailleurs, la situation d'extrême dispersion du courant dit "bordiguiste" depuis l'éclatement du PCI en 1982 ne lui permet pas d'assumer ce rôle qu'il réussissait à remplir auparavant.

De par sa continuité organique directe avec la Gauche italienne, de par son programme, de par ses analyses politiques et de par son existence organisationnelle internationale, le BIPR reste donc la seule organisation qui a aujourd'hui les moyens d'assumer une réelle politique de regroupement au niveau international. Et, de fait, il constitue le seul véritable pôle auquel les éléments et groupes qui tendent à se rapprocher des positions de la Gauche communiste peuvent se référer et autour duquel ils peuvent réellement se "regrouper" » (Résolution d'activités de la FICCI, janvier 2008).

A ce jour, nous maintenons notre analyse sur ce point. Rien, aucun élément matériel quelconque, n'indique que cette situation ait changé – même si nous n'excluons pas dans l'absolu que celle-ci puisse changer, voire être bouleversée dans un éventuel futur. Nul « honneur » que nous vous ferions en considérant que la TCI est le seul pôle de regroupement qui reste aujourd'hui, mais plutôt un constat matériel, objectif, et une énorme responsabilité pour votre organisation.

Sur le même sujet, ou presque, nous n'avons jamais estimé qu'être un pôle de regroupement signifiait automatiquement et dans n'importe quelle situation, en particulier celle qui prévaut maintenant depuis 1968 – pour nous limiter à cette période –, d'être « le futur parti international du prolétariat » ni « son unique noyau ». Historiquement, cela peut arriver – ou ne pas arriver. Mais ce n'est pas la situation aujourd'hui pour la TCI, ni ne fut celle du CCI lorsque nous le considérons comme un des pôles. C'est justement le CCI devenu ouvertement opportuniste qui révisé en 2005 ses positions de 1988 et sa vision du processus de regroupement menant à la constitution du parti qui estime qu'il « constitue déjà le squelette du futur parti » (Résolution sur la situation internationale du 16e congrès international, Revue internationale #122).

Nous avons relu notre rapport et nous n'avons pas relevé de

passage qui « *qui répète encore (...) que [la TCI] est le seul noyau du futur parti mondial du prolétariat* » [« *repeat yet again (...) that [the ICT is] the only future nucleus of a world proletarian party* »]. Il n'y a donc pour nous aucune divergence politique réelle sur ces deux points entre nous mais un problème de compréhension.

Une véritable divergence

Par contre, et ces deux dernières questions nous y amènent, il y a bel et bien une réelle divergence sur « *comment l'organisation politique internationale de la classe ouvrière surgira* ». Selon la TCI, « *il vaut mieux pour de réelles organisations qu'elles surgissent au sein de la classe ouvrière à partir de la classe ouvrière de chaque territoire là où elles sont présentes plutôt que d'établir des succursales de trois ou quatre camarades qui viennent juste d'adopter notre plate-forme* » [« *it is better for real organizations to emerge within the working class in each territory where it is present than to establish warehouses of three or four comrades who just happen to agree with our platform* »]. Pour nous, « *toute organisation, aussi petite soit-elle, doit se considérer et agir comme un groupe international centralisé, avec une même plate-forme politique en particulier, quelle que soit sa configuration et sa présence géographique* ». Nous ne pensons pas que notre conception corresponde systématiquement à l'établissement d'un « *pôle centralisé auto-proclamé* » – nous-mêmes ne sommes pas et ne pouvons être un pôle de regroupement international dans les circonstances actuelles – constitué de « *succursales de trois ou quatre camarades* ». Mais là n'est pas la question que nous devons débattre et clarifier.

Il est vrai que le prolétariat se voit imposé les limites nationales que la bourgeoisie est incapable de dépasser et qu'il se confronte ainsi à un Etat national avec ses particularités historiques. Dans ce sens, chaque prolétariat est confronté à des conditions et des circonstances particulières. Pour autant, ses armes et ses méthodes de lutte sont, et aujourd'hui plus que jamais, les mêmes dans tous les pays. Seuls les « moments » – au sens large du terme –, les circonstances si l'on préfère, peuvent être, et sont, distincts. Il en va de même pour son avant-garde politique qui se voit aussi obligée de s'organiser en « section », groupes ou partis territoriaux... mais toujours, et aujourd'hui plus que jamais, sur une base programmatique et politique internationale. Selon nous, et il nous semble que l'expérience du mouvement ouvrier et de ses avant-gardes communistes vient largement le confirmer, ce n'est qu'armés d'une vision et d'une pratique internationale que les communistes peuvent intervenir et assumer **de la manière la plus efficace possible** leur tâche de direction politique dans toutes les luttes du prolétariat, luttes immédiates et locales d'aujourd'hui et de demain, aussi réduites soient-elles, luttes massives et généralisées de demain, luttes révolutionnaires et insurrectionnelles d'après-demain, exercice de la dictature du prolétariat dans un seul pays ou un groupe de pays, etc...

Ce lien entre dimension internationale et dimension nationale de la lutte pour la révolution et le communisme est un lien dynamique – dialectique – dans lequel la première est l'élément déterminant. Elle détermine en particulier l'activité

des communistes et de leur organisation. Ce n'est pas un hasard si un des apports essentiels de la « Gauche italienne » a été justement son combat pour préciser, « durcir » et imposer les 21 conditions d'admission à l'IC contre les exceptions et particularismes nationaux que tous les centristes et opportunistes qui courraient après le prestige de l'octobre rouge – et Dieu sait qu'ils furent nombreux ! – cherchaient à invoquer et à introduire afin de garder au sein de l'Internationale leur « autonomie » et refuser la centralisation programmatique, politique et organisationnelle – ou si l'on préfère la discipline communiste. De même, c'est la Gauche qui lutta pour que les questions nationales en général, et surtout celles-là mêmes qui touchaient directement au parti bolchévique, au parti « russe », soient posées et discutées par toute l'Internationale – ils furent seuls à avoir cette audace « d'intrusion internationaliste ».

Certes, la TCI, ni aucun groupe aujourd'hui n'est le parti, ni même son noyau. Pour autant, et dans la mesure où la formation du parti **centralisé internationalement** de demain sera **inévitablement** l'objet d'un combat, en particulier contre toutes les tendances à l'autonomie nationale et locale, c'est-à-dire contre tous ceux qui lutteront ou s'opposeront, souvent de manière détournée et au nom des particularismes et autres « exceptions »¹⁷, les militants communistes doivent d'ores et déjà se considérer comme des militants « à dimension internationale » quelle que soit leur origine géographique ou leur passeport actuel et s'organiser en conséquence afin de se préparer et de s'armer pour ce combat. De même que nous devons viser à ce que le parti se constitue bien avant le processus révolutionnaire – au risque de défaite historique dans le cas contraire –, de même nous devons déjà nous préparer au combat théorique, politique et organisationnel qui nous attend pour participer à la réussite de sa formation ultérieure.

Un petit point en passant : nous pensons que l'argument de la TCI selon laquelle « *une centralisation prématurée peut être une barrière pour le surgissement de nouvelles forces au sein de la classe ouvrière dans chaque aire géographique* » [« *premature centralisation can be a barrier to the emergence of new forces within the working class in any single area* »] peut engager le nécessaire regroupement des forces communistes dans une certaine confusion. Néanmoins, nous pensons aussi qu'il est nécessaire de réfléchir à cette remarque. Ne serait-ce que parce que les expériences du PCint-Programme communiste et du CCI, deux expériences d'organisation centralisée internationalement, deux expériences actuellement en grandes difficultés, peuvent sembler donner raison à votre vision.

Dans ce sens, et même si nous sommes d'accord avec la finalité de l'invitation que vous nous adressez en guise de conclusion et selon laquelle « *ce serait un grand pas en avant si vous pouviez participer dans la formation d'une*

17 N'est-ce pas déjà le cas de la mouvance « conseilliste » que nous avons évoquée et dont une grande partie est constituée de « déçus » du CCI, mais pas uniquement – l'Istituto Damen par exemple – et dont une des motivations pour quitter les organisations communistes dont ils étaient membres, est justement la revendication de leur « autonomie » et « liberté de pensée », qu'elles soient individuelles ou de cercle ?

organisation internationaliste composée de communistes français qui pourrait agir comme un véritable noyau orienté, non seulement vers les débats entre internationalistes autour du monde, mais aussi vers la classe ouvrière avec laquelle vous êtes directement en contact » [« it would be a great step forward if you could participate in the formation of an internationalist organisation based amongst French communists which could act as a real nucleus oriented, not only to debate amongst the internationalists around the world, but also to the working class [we] are directly in contact with »], nous savons qu'au stade actuel de nos compréhensions et visions respectives, nous n'entendons pas exactement la même chose.

Nous ne développons pas plus ici, ces quelques lignes – déjà trop longues – ne visant qu'à poser les termes d'une confrontation des positions sur cette question et de leur clarification, voire dépasser la divergence. La centralisation internationale du parti communiste est une question de principe. Néanmoins, nous ne pensons pas que la divergence, telle qu'elle s'exprime aujourd'hui – les camarades de la TCI luttent aussi pour un parti centralisé –, soit de nature à empêcher un travail en commun, voire à un rapprochement – y compris organisationnel – encore plus affirmé.

Sur les racines de l'opportunisme

Nous ne répondrons pas ici sur l'appréciation critique, critique que vous avez toujours portée à la vision et aux analyses du CCI, sur le lien qui est fait entre l'analyse du développement des luttes ouvrières dans les années 1970 et 1980, et derrière cela la démarche idéaliste que vous avez toujours vue, et la faillite du CCI actuel. Juste un tout petit mot sur la méthode.

D'abord, si l'analyse des « années de vérité » – les années 1980 – du CCI peut être critiquée, il est difficile de la présenter comme un moment particulier de la dérive opportuniste finale. Car n'est-ce pas aussi sur la base de cette analyse que le CCI s'est dégagé – dans ses prises de position officielles, congrès, résolutions, articles, et pratique militante aussi – de ses travers conseillistes et anarchistes d'origine ? Qu'il s'est réapproprié – certes avec beaucoup de difficultés – tout le combat de Lénine contre l'économisme et pour le parti, organe de direction politique ? Notre fraction n'a eu de cesse

de défendre les acquis théoriques, politiques, organisationnels et militants de cette époque contre leur liquidation ouverte depuis 2001.

Ensuite, il nous semble que définir la raison d'une dégénérescence opportuniste d'une organisation ou d'un courant politique par son analyse erronée du cours de la lutte des classes est une erreur, ou pour le moins une explication largement insuffisante. N'est-ce pas là la critique que le CCI – nous y avons participé et avons nous-mêmes porté cette critique – a toujours porté à tort contre la constitution du PCInt en 1943 ? Constitution qui aurait eu lieu, selon le CCI dans un cours contre-révolutionnaire, donc à contre-courant. Or le PCInt n'est pas tombé dans une dégénérescence opportuniste et a survécu, ô combien, ô comment, jusqu'à ce jour au point d'être la principale organisation d'avant-garde du prolétariat mondial de nos jours. L'argument du CCI contre la formation du PCInt tombe donc. Et nous pensons que la même « argumentation » vis-à-vis de sa propre dérive n'est pas plus suffisante. Certes, une analyse erronée affaiblit une organisation et peut favoriser des faiblesses déjà existantes menant à une dérive opportuniste. Mais c'est surtout l'armement programmatique et théorique qui est déterminant dans la résistance d'une organisation communiste face au poids et aux attaques de l'idéologie bourgeoise et non ses analyses sur la situation. Grâce à la fidélité aux principes et au programme, on peut résister aux erreurs et faiblesses qui sont le lot quotidien des organisations communistes. Par contre la justesse dans une analyse d'une situation, voire même d'un cours historique, ne garantit pas de pouvoir résister aux sirènes de l'opportunisme et du renoncement.

Voilà, chers camarades, les quelques réflexions et précisions que nous voulions apporter à votre prise de position sur notre rapport d'activités. Comme nous vous l'avons déjà dit, nous sommes prêts à débattre de tout cela, mais surtout nous restons disposés et déterminés à participer au travail de la TCI et à lutter à ses côtés – à la place que vous et nous définirons – dans la difficile voie de la reprise des luttes ouvrières et surtout dans celle encore plus difficile et pourtant fondamentale, première, vers le regroupement des forces communistes et la formation du parti mondial.

Fraternellement,

LA FGCI

Prise de position des CI-K sur le rapport d'activités

Les CI-K à la FGCI,
Très chers camarades,

Pour commencer, veuillez nous excuser pour le retard concernant cette réponse à votre rapport d'activité. En effet, comme nous vous l'avions déjà communiqué, au cours des dernières semaines, nous avons eu beaucoup de difficultés à nous réunir à quatre et, par la suite, j'ai (Alex) personnellement pris du retard à vous répondre. N'y voyez surtout pas un manque d'enthousiasme de notre part. Au contraire, nous avons pris connaissance, avec un grand intérêt, de votre document d'Octobre 2012 concernant le bilan de la FICCI et de la FGCI des dix dernières années. À travers cette réponse de notre part, vous nous verrez souvent revenir sur certains points : sur certains constats, et prises de position. C'est que, comme vous, nous percevons l'urgence de la situation politique mondiale, à la fois en ce qui a trait aux attaques de la bourgeoisie qu'en ce qui concerne la réponse du prolétariat à ses attaques, et l'opportunité d'y faire face en s'organisant différemment.

Aussi, commençons en vous exprimant que nous partageons entièrement le préambule sur la nature et la nécessité du rapport d'activités organisationnel. Comme vous, nous affirmons qu'une organisation d'allégeance marxiste possède une histoire programmatique à laquelle elle doit se référer si elle se veut réellement dialectique. Ceci implique effectivement un réexamen et un retour critique sur les activités politiques de l'organisation afin de dégager les positions programmatiques prolétariennes des éléments qui lui sont étrangers ; car, bien sûr, aucune organisation révolutionnaire n'est à l'abri d'une pénétration de l'idéologie bourgeoise en son sein. Nous l'avons d'ailleurs, à un degré plus ou moins important, expérimenté au cours de l'année 2011, lorsque fut produit le document « Contribution à un état des lieux de la GCI », un combat qui fut néanmoins, à plusieurs égards, salubre !

En effet, à un certain moment, nous avons même caressé l'idée de se fractionner. Dans les faits, nous avons évité une situation bien pire car la fraction aurait probablement entraîné l'éclatement de notre groupe vu le peu d'expérience politique que nous avons concernant cette question. Nous pouvons cependant dire avec fierté que nous avons su éviter tout ceci en restant unis malgré les divergences presque acerbes qui sont survenues, en maintenant fortement le cap sur le débat, la critique... Pour finalement entreprendre le repositionnement interne des CI-K. C'est donc une expérience qui nous est chère et dont nous nous revendiquons entièrement malgré ce détour effectué vers le marais de la Gauche Communiste (Controverses, IPPI, IOD). Notre « Retour Critique », bien qu'il ait relativement soulevé moins de discussions, nous a permis de remettre les pendules à l'heure et d'appréhender plus clairement ce que représentent actuellement le véritable camp prolétarien et notre rôle dans celui-ci.

Nous faisons donc nôtre cette formulation de votre part : « Toute organisation communiste est responsable de son histoire et doit l'assumer devant le prolétariat. » Et ensuite :

« Même pour un tout petit groupe comme le nôtre, la nécessité de tirer des bilans et de tracer des orientations d'activités à partir de ces bilans s'impose ; aussi disproportionné ce travail et cet effort puissent apparaître à première vue par rapport à nos forces. »

C'est sur quoi nous avons travaillé avec acharnement au cours de l'année 2011, tout en réussissant à maintenir une activité d'intervention au sein de certaines luttes, et ce malgré les divergences et tiraillements d'ordre politique à l'intérieur du groupe causé par le document « Contribution ». Nous y reviendrons souvent mais nous pensons, jusqu'à un certain point, que le travail accompli peut s'avérer un exemple pour les autres groupes qui composent à la fois le marais de la Gauche Communiste, et la Gauche Communiste historique ; en ce sens où, actuellement, parmi les groupes de la GC, les désaccords semblent davantage poindre en direction des ruptures et scissions plutôt que vers l'émergence de discussions internes et de tentatives de clarification devant l'ensemble du prolétariat. C'est donc avec sérieux que nous considérons l'avenir des CI-K et que nous continuons à intervenir avec assiduité au sein des luttes et mouvements qui apparaissent ici et là. Par exemple, dimanche passé, le camarade RJ a donné une conférence sur la crise économique actuelle devant une vingtaine de personnes et a reçu un bon accueil, malgré le décès récent (dans la même semaine) de sa mère. Bref, nous pensons composer solidement avec nos maigres forces.

Sur l'héritage de la FICCI, de la FGCI, et la défense du CCI.

Nous continuons de considérer l'apport programmatique du CCI comme possiblement le travail le plus important jamais produit par une organisation appartenant à la Gauche Communiste, avec bien sûr celui de la fraction italienne autour de *Bilan*. Nous constatons malgré cet apport (lequel devrait être un véritable char d'assaut contre la dérive opportuniste) une confusion grandissante face aux interventions du CCI au sein du prolétariat. C'est dire à quel point une organisation quelle qu'elle soit n'est jamais à l'abri d'une vague opportuniste, d'une trahison, et de la contre-révolution. Pour nous qui se sentons plus près de la plateforme du CCI, nous constatons avec regret les divers traumatismes qu'a expérimenté l'organisation au cours des dernières années en commençant par le départ de la FECCI, par la suite l'affaire JJ, et ensuite par les activités du CCI dirigés contre la FICCI.

À cet égard, nous pensons que le travail politique mené par la FICCI a porté fruit devant l'Histoire, sans toutefois malheureusement empêché le CCI de continuer son chemin vers l'opportunisme ambiant qui accable les organisations appartenant à la Gauche Communiste¹⁸. Pour l'Histoire du

18. Une parenthèse à ce sujet, nous considérons qu'il y a toujours

mouvement révolutionnaire, pour le redressement du CCI également, il aurait été légitime que les activités de la FICCI se poursuivent sans relâche afin de maintenir la véritable continuité du CCI en parallèle. Malheureusement, l'éclatement de la fraction en 2010 est considérablement venu affaiblir son action politique. Malgré l'analyse que vous avez produite et que nous partageons concernant la dérive du CCI des dix dernières années, rien n'est encore perdu pour celui-ci. Le travail de la fraction a été menée jusqu'où il pouvait l'être dans les circonstances, avec acharnement, conviction, et brio.

La constitution de la FGCI – avec son mandat de poursuivre à la fois le travail de la FICCI tout en s'ouvrant encore d'avantage aux autres groupes du Milieu Politique Proletarien – s'avère une tâche énorme pour les forces qui la constitue, particulièrement avec la situation de Ldo qui ne semble plus vouloir s'impliquer dans celle-ci.

Vous mentionnez dans le Bulletin no. 13 et dans votre rapport :

« Depuis que nous avons décidé d'ouvrir nos bulletins internes à l'ensemble du milieu politique prolétarien, organisations et contacts, sympathisants de ces dernières, nous considérons que notre espace de discussion interne ne se limite plus au seul CCI mais à l'ensemble du milieu politique qui devra être le facteur actif et déterminant de la construction du futur parti communiste mondial. Nous estimons que les questions soulevées par la crise du CCI, sa dérive opportuniste, intéressent et "appartiennent" à l'ensemble des composantes de ce milieu. Par ailleurs, si nous estimons être encore dans la phase de "fraction interne", de "redressement", du CCI avec sa méthode et ses exigences politiques bien précises, nous avons aussi la responsabilité de suppléer aux responsabilités que le CCI abandonne, tel le combat pour l'unité et la défense de la Gauche communiste. »

Comme vous nous l'avons souligné en note de bas de page, nous partageons la même appréhension du milieu politique prolétarien et nous percevons la Gauche Communiste en tant que totalité appartenant à une critique historique, avant même qu'elle ne soit un courant divisé en telle ou telle organisations. Par ailleurs, dans le contexte actuel (exacerbation de la crise, montée des luttes prolétariennes, menace d'une polarisation des forces ennemis vers la guerre, faiblesse d'une véritable intervention révolutionnaire au sein de notre classe pour faire face à tout ceci), nous pensons qu'il est temps pour vous de clore le chapitre de la fraction et d'entreprendre une nouvelle activité en vue de renforcer nos rangs ; en vue de concentrer les activités de la FGCI vers le regroupement des militants révolutionnaires autour d'une organisation capable de diriger la lutte.

un véritable courant révolutionnaire dont la dénomination est Gauche Communiste, qui se revendique des apports programmatiques successifs issus des fractions de Gauche de la Troisième Internationale et qui pige ses racines à la fois dans la Gauche italienne et dans la Gauche Germano-Hollandaise, contrairement à la Tendance Communiste Internationaliste qui ne semble maintenant qu'endosser la dénomination « communiste internationaliste ».

Nous constatons avec vous :

*« Aujourd'hui, à l'heure de ce bilan, notre fraction ne compte plus formellement que deux camarades dont l'un est particulièrement diminué au plan physique. Le travail concret, matériel si l'on peut dire, de notre groupe ne repose plus que sur un seul camarade. Cette situation n'est pas simplement due à des réalités "objectives" personnelles. Certes, la dispersion des 3 camarades de la fraction, l'un au Mexique, les deux autres séparés en France, certes les difficultés personnelles respectives dont certaines sont réelles et importantes - les conditions de vie du camarade au Mexique, la santé d'un des deux camarades en France -, sont des éléments matériels qui ont rendu de plus en plus difficile l'engagement politique de l'ensemble. Néanmoins, il ne fait guère de doute que les événements, pression des campagnes anti-communistes, absence de résultats immédiats - les contacts en général, le processus avec les CIK, la lenteur de l'évolution de nos rapports avec la TCI, l'isolement relatif aussi - ont participé d'entamer notre compréhension de nos orientations et d'affaiblir **surtout nos convictions politiques et militantes**. C'est particulièrement clair pour ce qui concerne notre camarade au Mexique. Ces deux dernières années, l'engagement du camarade s'est réduit au point où le reste de la fraction ne pouvait plus compter sur lui pour ses activités régulières qui se voyaient ainsi particulièrement amoindries : la réalisation du bulletin, les discussions internes, l'intervention en particulier vis-à-vis des contacts, relativement nombreux au Mexique... Englué dans des difficultés d'ordre personnel et quotidienne, notre camarade s'est progressivement désengagé et ne participait plus que formellement et par intermittence à l'activité de la fraction. Ce mal, la faiblesse de compréhension et de conviction, est pour l'essentiel, nous le rappelons, le fruit de l'offensive idéologique de la bourgeoisie. »*

Les CIM et les CI-K ont eux-mêmes connus leur moment de découragement et nous sommes bien placés pour comprendre la situation du camarade Ldo. Alex a bien failli démissionner au printemps 2010 face au sentiment d'isolement politique. Luie a lui-même aussi dû prendre un moment de répit à l'été 2011, et Réal a également offert sa démission lors de nos discussions autour de la Contribution. Il va sans dire toute la pression que subissent les organisations du prolétariat depuis le début des années 1990. L'isolement n'aide en effet pas du tout.

Aussi, si on revient à nos moutons, l'abandon du travail de fraction de la part de la FGCI ne signifie aucunement l'abandon de possibles interventions – de possibles adresses – en direction des militants du CCI. En effet, pour les CI-K, depuis notre retour critique sur la Contribution, la Gauche Communiste à tendance partidiste, avant même d'être un agglomérat d'organisations avec des divergences plus ou moins prononcées, est d'abord et avant tout un corpus programmatique à défendre et à perpétuer contre toutes dérives, attaques, et interventions étrangères. Qu'il faille défendre le CCI ou le PCI ! Car, la Gauche Communiste n'a pas fait faillite et est bien malin celui qui croit pouvoir prononcer sa fin.

Prenons le CCI, qui menace à tout moment d'abandonner le terrain de classe : rien n'empêche un prolétaire de reprendre

les positions de l'organisation... Et d'en trancher les positions prolétariennes de sa dérive opportuniste. Un peu comme les organisations qui naguère ont formé les fractions de Gauche ont pu reprendre à leur compte les premiers congrès de la Troisième Internationale.

À cet égard, rappelons que les CI-K ont dû faire un long cheminement sur plus d'une année afin de comprendre les limites du camp prolétarien, et de voir plus clairement les enjeux qui découlaient d'une prise de position conciliatrice envers un groupe tel que Controverses. C'est d'ailleurs grâce à vous que nous pouvons aujourd'hui dire que nous avons échappé de peu au marais des organisations de la Gauche Communiste.

Vers un premier regroupement

Camarades, vous nous offrez un rapprochement et nous vous offrons un regroupement. En effet, de part et d'autre (FGCI et CI-K), la nécessité de se regrouper en une seule organisation nous semble à la fois un devoir historique et une chance de pouvoir lancer un appel au sein du camp prolétarien. Qui plus est, nous sommes déjà « proches » politiquement, passons en vitesse supérieure, sans pour autant taire nos possibles divergences. Ce travail de clarification politique entre nous se fait officiellement depuis 2006. Parce que vos responsabilités politiques étaient ailleurs (travail de fraction), et qu'il n'était pas pertinent pour vous d'ouvrir vos rangs à d'autres militants, nous n'avons jamais réellement parlé de regroupement que du bout des lèvres, sans réelle suite. Si vous êtes d'accord, nous croyons qu'il est temps d'officialiser ce rapport groupusculaires en autre chose qu'un rapport serré de camaraderies, de signatures conjointes de propagande, ou d'ouverture mutuelle de nos publications.

Les dernières années ont plongé les organisations historiques de la Gauche Communiste à travers plusieurs crises : démembrement du PCI ; crises (avec un « s ») majeures au sein du CCI ; crise du BIPR/TCI à s'organiser efficacement avec l'apparition de groupes précaires et disparition de ceux-ci sans plus ou moins de commentaires à ce sujet, groupe avec des interventions inexistantes ou médiocres (B&P, GIO), scission IOD. Bref, le camp prolétarien subit plus d'assauts qu'il n'en donne. Sans compter l'apparition de groupe se revendiquant de la GC qui émettent soudainement un appel et retombent immédiatement dans le silence (les australiens, par exemple). Bien sûr, il n'y a pas eu que des déceptions. La TCI et le CCI sont arrivés à intégrer de nouvelles cellules ; mais il ne nous semble pas que l'écho ait véritablement porté fruit. Le CCI continue sa pente descendante et la TCI ne semble pas avoir une véritable capacité d'intervention internationale.

Il nous semble donc qu'une adresse en direction du camp prolétarien est de notre responsabilité. Si le CCI se dirige lentement vers le camp ennemi en semant la confusion à travers ses diverses interventions ; et si la TCI n'arrive pas à trouver une dynamique pour devenir un pôle de regroupement – parfois elle semble le vouloir ainsi (ex : RP no.59), parfois non (ex : sa politique à notre égard) – ; alors pourquoi ne commençons nous-mêmes pas à nous organiser ensemble pour travailler vers ce regroupement ?

Car en ce qui concerne nos deux groupes, nous nous

entendons déjà sur plusieurs points même si nous avons considérablement à les approfondir entre nous.

Vous revenez, en effet, dans votre rapport d'activités, sur des discussions entre le BIPR et la FICCI, des discussions sur la conscience que nous avons prévu nous-mêmes d'entamer à l'intérieur des CI-K. Malheureusement, nous n'en avons débattu qu'en surface. C'est une discussion que nous pourrions d'ailleurs mené avec vous, bien que nous puissions à l'avance entrevoir une entente à ce sujet : aucun de nous n'est conseiller ou bordiguiste. Cependant, ce n'est pas tout de l'affirmer ainsi, il faut en effet mener plus loin le débat.

Par ailleurs, en ce qui concernant l'héritage de la Gauche italienne partidiste, nous pouvons vous dire avec plus d'assurance qu'il est la principale référence des CI-K en ce qui concerne ses prises de positions programmatiques, et ce même si nous considérons la tendance communisme de conseils, devenue conseillerisme, comme appartenant également à l'histoire de la Gauche Communiste malgré son abandon d'un des principes marxistes que représente l'organisation de l'avant-garde révolutionnaire en parti de classe international.

Pour ce qui est de la conception organisationnelle de type fédéraliste de la TCI, nous en partageons entièrement la critique car nous en subissons nous-mêmes les contrecoups face au GIO. Nous considérons la centralisation du CCI comme étant plus efficace, moins problématiques, et ce même s'il y a toujours danger de voir un exécutif de manœuvriers s'emparer des rênes de l'organisation comme c'est le cas présentement au sein du CCI. Si certains militants ont pu prendre la direction de la sorte, c'est donc dire à un certain point que le travail d'autoformation des cadres organisationnels n'a pas su répondre aux besoins opérationnels d'une telle organisation. En effet, autant qu'il soit possible de le faire, les cadres d'une organisation marxiste doivent se développer d'une façon assez uniforme pour, à la fois se relayer les tâches ; pour rester vigilant par rapport aux interventions de celle-ci (afin que ses prises de position demeurent fermement sur le terrain de classe) ; et pour garder un œil sur les opérations des comités exécutifs. Les errements programmatiques récents du CCI peuvent ainsi laisser à penser qu'une relève peu aguerrie aux positions originelles de l'organisation est présentement à l'œuvre et peu encadrée par les militants avec plus d'expérience. Cependant, nous ignorons le fonctionnement d'autoformation interne du CCI et ne pouvons nous prononcer d'avantage à cet effet.

Poursuivons :

Comme vous, nous nous revendiquons des analyses fondamentales du CCI – avant sa période de liquidation – et du marxisme quant à l'alternative "guerre impérialiste ou révolution prolétarienne" et nous défendons la notion de cours historique telle que le CCI l'a définie et précisée dans les années 1970-1980. Nous partageons ainsi avec vous ce constat que le cours historique est aux affrontements de classe et qu'il y a un manque à gagner quant à l'organisation du prolétariat face à la fois aux affrontements en cours mais également et surtout face aux affrontements à venir (menace d'une guerre globale).

Aussi, il nous semble plus que pertinent de reprendre à notre compte cette affirmation de votre part et d'en profiter pour souligner le bien-fondé d'une fusion entre nos deux groupes :

« Pour toute organisation communiste, l'intervention en direction de la classe – publications, tracts, communiqués, etc... – dans la situation historique, dans les luttes ouvrières évidemment mais pas uniquement, est une dimension centrale de son activité quelle que soit sa taille et son influence immédiate. Elle doit être une préoccupation permanente que seules les conditions concrètes de sa réalisation – état réel des forces militantes, rapport de forces entre les classes, degré de répression de la classe ennemie et de son appareil d'État déterminé précisément par ce rapport de forces – peuvent limiter l'ampleur et l'intensité.

En lien et en cohérence avec notre vision de la construction du parti, en particulier en concordance avec la compréhension que tout groupe communiste doit se constituer comme une organisation **internationale et centralisée**, comme un embryon de parti communiste, l'intervention doit être internationale et historique ce qui n'exclut pas, et même au contraire, favorise sa déclinaison indispensable aux plans immédiats et locaux en fonction des circonstances. Croire que l'intervention décidée, et donc que l'effort et même le combat politique pour sa réalisation ne sont que pour le parti de demain du fait de la faiblesse à la fois des luttes ouvrières et des forces militantes, de leur influence dans la classe – à quoi bon se mobiliser et fournir autant d'efforts pour diffuser quelques milliers tracts qui ne changeront rien à la situation puisque « personne ne nous lit » ? – tourne le dos aux responsabilités de l'avant-garde politique du prolétariat. À leur tour, ces réticences, hésitations, doutes – expressions d'une mauvaise compréhension du rôle de la conscience de classe dans la lutte des classes, en particulier expressions de concessions politiques aux visions anti-parti et a-politique propre au courant politique opportuniste que Lénine définissait comme « l'économisme », que nous qualifions aujourd'hui de « conseillisme » – viennent renforcer et aggraver le manque initial de conviction militante et l'affaiblir encore plus. C'est aussi sur ce plan que se manifeste « le danger du conseillisme » tel que l'avait défini le CCI dans les années 1980 (cf. Revue internationale 40 : [La fonction des organisations révolutionnaires : le danger du conseillisme](#)) et tel qu'il s'exerce au sein même du camp prolétarien et de ses organisations politiques. Dans ce sens, sur le plan de l'intervention « extérieure » tout comme sur le plan du fonctionnement « interne » – voir la première partie sur

pourquoi un rapport ? – nous nous revendiquons d'une méthode de parti, y compris pour un tout petit groupe comme le nôtre. »

Les CI-K considèrent également :

« que la question du regroupement des révolutionnaires ne peut se poser que dans le cadre théorique et politique de la Gauche communiste et des partisans du rôle fondamental, indispensable, essentiel, crucial, du parti communiste comme avant-garde et direction politique du prolétariat. De ce fait, toute la mouvance "conseilliste" ne peut que s'opposer au processus vers la formation du parti et se faire objectivement le relais des thèmes idéologiques et politiques de la bourgeoisie. »

C'est également dire que la seule perspective de regroupement pour les CI-K, malgré les difficultés présentes d'ordre conflictuel, se veut actuellement la Tendance Communiste Internationaliste.

Il est également important pour nous de noter qu'en ce qui nous concerne, ce regroupement ne se veut aucunement opportuniste puisque, si on fait le bilan du rapport entre nos deux groupes, nous pouvons dire que nous nous répondons depuis bientôt 6 ans – dans les accords (interventions conjointes) et les critiques (la Contribution) – ; que nous partageons essentiellement les mêmes positions programmatiques (héritage italien, plateforme du CCI originelle) ; et que nous avons déjà su intervenir d'une seule voix par le passé. De même, malgré les divergences que nous avons pu avoir avec vous (certaines critiques de nos tracts, brochures, ou de façon plus importante nos errements politiques quant à la « Contribution »), nous sommes toujours restés liés, et nous avons continué de défendre l'esprit de la FGCI (notamment face à Internationalist Voice). Il nous semble donc logique voire indispensable de commencer avec vous un processus de discussion menant à notre propre regroupement, en vue d'intervenir plus efficacement à la fois au sein des luttes prolétariennes qu'en direction du camp prolétarien (CCI, TCI)!

Si vous êtes d'accord, nous pourrions mettre en place un premier plan de travail et un échéancier à cet égard, ainsi que les modalités dans lesquelles s'opéreront ces deux termes.

Fraternellement,

Les CI-K, Janvier 2013

Situation internationale

Guerre au Mali

En Afrique, la France est le gendarme de l'Europe contre les USA et leurs acolytes

L'intervention militaire de la France au Mali marque une étape importante dans l'évolution des relations entre les principales puissances impérialistes du monde. Cette guerre exprime l'aggravation brutale des rivalités impérialistes que la crise économique du capitalisme impose à toutes les bourgeoisies nationales. Incapable de résoudre les contradictions économiques de leur système, chaque capital national, chaque Etat, chaque bourgeoisie, est inévitablement jeté contre tous les autres dans une course effrénée et barbare pour sa propre survie sur l'arène mondiale. La seule et unique « réponse » à la crise que le capitalisme puisse apporter est la perspective de la guerre impérialiste généralisée.

Les ouvriers, prolétaires et autres exploités, de France, d'Europe et d'ailleurs, auraient tort de se laisser convaincre, et surtout de se laisser entraîner, par l'argumentaire « humaniste » et « démocratique » d'une « guerre contre le terrorisme ». Les terroristes en question, les groupes islamistes, ont été créés et sont entretenus surtout par les grandes puissances depuis maintenant plusieurs décennies via les financements et autres appuis de pays comme l'Arabie Saoudite (qui, on peut en être certain, travaille pour Washington), l'Algérie, le Qatar et autres. Les « terroristes » et les barbares, ce sont les uns et les autres ! En matière de terrorisme, les grandes puissances impérialistes sont comme les pompiers pyromanes qui crient au feu après l'avoir mis !

En prenant l'initiative d'une intervention militaire au Mali au nom de « la guerre contre le terrorisme », l'impérialisme français reprend à son compte, et dans une autre situation, la politique américaine de Bush père et fils en Irak – initiative d'une guerre « morale » pour défendre leurs sordides intérêts impérialistes, en obligeant les principaux rivaux à se ranger derrière eux et à les soutenir. Fondamentalement, la France vise à profiter de l'affaiblissement actuel de la bourgeoisie américaine – au plan impérialiste et économique – pour regagner les positions qu'elle était en train de perdre en Afrique au profit justement des USA et d'autres puissances comme la Chine – cette dernière étant incapable d'intervenir militairement dans cette région. Outre les intérêts économiques directs – mainmise sur des ressources et richesses de cette région -, la bourgeoisie française vise aussi à poursuivre sa contre-offensive initiée par la guerre en Libye et à s'assurer ainsi d'un alignement généralisé des pays africains du pourtour méditerranéen à sa politique impérialiste. D'ores et déjà, elle semble atteindre certains de ses objectifs.

L'intervention au Mali est en train de contraindre l'Algérie à abandonner sa politique impérialiste autonome dans la région – elle "tolérait" jusqu'alors, pour ne pas dire qu'elle utilisait pour son propre compte, certains groupes islamistes – et à se ranger au côté de l'intervention française. L'autorisation de survol de son territoire par l'aviation française a marqué son lâchage des groupes islamistes. La réaction de ces derniers a été brutales et sanglantes – la prise d'otage à In Amenas – et a accéléré encore plus l'alignement de la bourgeoisie algérienne sur la politique française.

Les bourgeoisies américaines, anglaises et japonaises ne s'y sont pas trompées et la reprise sanglante par l'armée algérienne du site gazier leur a fourni l'occasion – une petite occasion – de manifester leur opposition à l'intervention française.

Mais la bourgeoisie française ne vise pas seulement à regagner le terrain perdu en Afrique subsaharienne et à consolider l'alignement des pays méditerranéens de l'Afrique du Nord autour de sa politique

impérialiste... En défendant ses intérêts, elle défend aussi les intérêts des bourgeoisies de l'Europe « continentale » dont l'axe central est l'Allemagne. Cette dernière avec l'Italie, l'Espagne, la Belgique – pour n'en citer que les principaux pays – appuient politiquement et militairement l'intervention militaire française. Certes, il est vrai que la bourgeoisie française essaie aussi de renforcer son poids politique au sein de l'Union Européenne. Il est tout aussi vrai qu'elle essaie de rééquilibrer un peu en sa faveur la relation franco-allemande en utilisant son atout militaire unique en Europe et en poussant à une « défense européenne » dans laquelle elle ne pourrait avoir qu'un rôle primordial. Il n'en reste pas moins que le fait politique majeur est que les autres bourgeoisies européennes s'associent complètement à la bourgeoisie française dans l'affirmation impérialiste d'une Europe continentale contre ses rivaux – au premier chef les USA.

Tout comme le refus de ces pays de participer à la 2^e guerre américaine en Irak en 2003, l'affirmation des intérêts impérialistes européens portés par la France sur le continent africain et dans le bassin méditerranéen, tout comme les discussions autour d'une défense européenne, marque un moment supplémentaire de la dynamique à la polarisation impérialiste autour de deux axes : l'un américain, l'autre germano-européen.

Pour les prolétaires, pour les ouvriers, il n'y a rien de bon dans cette dynamique d'affrontements impérialistes croissants : outre les guerres et les massacres, outre l'utilisation de la terreur et du terrorisme – les médias et spécialistes bourgeois n'ont de cesse de clamer qu'il va y avoir encore plus d'attentats et de prise d'otage, y compris au cœur même des principaux pays capitalistes –, la militarisation croissante et le développement de la production d'armement – la mise en place d'une « défense européenne » par exemple – viendront encore plus s'ajouter au fardeau de la crise du capitalisme que la classe ouvrière doit payer au prix d'une exploitation accrue et épuisante, du chômage et de la misère, de la répression et de la terreur d'Etat. Pour les prolétaires, rien de bon sinon la perspective de la guerre généralisée, de la barbarie tout azimut, et des sacrifices en tout genre jusqu'à l'ultime, celui de leur vie.

Qui est barbare et terroriste ? Le capitalisme. Aux prolétaires de s'y opposer en refusant les sacrifices de tout ordre afin d'en finir avec lui et d'établir leur propre pouvoir. Seule la révolution prolétarienne, la destruction de l'Etat capitaliste et l'exercice du pouvoir politique de la classe ouvrière, bref la guerre de classe contre la bourgeoisie terroriste et barbare, ouvrira la voie à une autre société sans misère et sans guerre : le communisme !

La FGCI, le 20 janvier 2013.

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- Toutes les idéologies nationalistes, d'" indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex-" communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.
- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur

organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.